

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

OCTOBRE • NOVEMBRE • DÉCEMBRE • 2017 • N° 67



Réduction de la Palestine de 1946 à 2011 !

DR

Editorial

LE PARTAGE DE 1947 : UNE INIQUITÉ !

Par Maurice Buttin, président du CVPR PO - 29 novembre 2017

AVANT de contester la résolution de l'ONU du 29 novembre 1947 concernant le partage de la Palestine, il est nécessaire de situer en quelques lignes le problème dans son cadre historique.

De tous temps, la Palestine a été habitée par les Palestiniens, quel que soit leur nom. La contribution des Juifs, quelques centaines d'années avant Jésus-Christ, ou celle des musulmans sept siècles après, a, essentiellement, été un apport en religion plutôt qu'en population. Et celle-ci - Arabes, musulmans, juifs et chrétiens - est de bonne entente

Après la destruction de Jérusalem, en 70, par Titus et après la répression de la dernière révolte juive par Hadrien, en l'an 132, il reste très peu de juifs en Palestine. Ainsi, en 1918, il y en a environ 56 000 pour de 550 000 arabes, musulmans et chrétiens.

En 1897, à Bâle, lors de leur premier Congrès, les sionistes définissent leur programme - qu'ils mettront 70 ans (en juin 1967) à réaliser - : « *le sionisme a pour but la création en Palestine, pour le peuple juif, d'une patrie, garantie par le droit public* ».

En 1917, par la « *déclaration Balfour* », ils obtiennent une reconnaissance internationale, confirmée lors des accords de San Remo - partage du Proche-Orient entre les Français et les Britanniques - et lors de la proclamation des mandats, en 1922, par la SDN, le mandat sur la Palestine confié aux Britanniques, contenant la Déclaration.

Le soulèvement palestinien de 1937/39, très durement réprimé par les Britanniques, ne modifie au début pas grand chose. Les occupants envisagent même un premier partage de la Palestine (Commission Peel). Ce

SOMMAIRE

- « *Seuls les naïfs pensent qu'il s'agit d'un conflit entre sunnites et chiïtes* »
Par Georges Corm p. 3/4
- La situation reste très volatile et pas seulement en Palestine
Par Elias Sanbar p. 5
- Palestine : cent ans d'injustice
Par Denis Siefert p. 6
- Un peuple que l'on veut faire disparaître.
Par Lucien Champenois p. 7
- Déclaration conjointe des patriarches et des chefs des Églises de Jérusalem p. 8
- Soutien et Solidarité avec Salah Hamouri : l'Histoire Jugera
Par Jean Francheteau p. 8
- Témoignage d'une mission en Palestine organisée par le mouvement Ensemble
Par Noufissa Mikou p. 9/10
- Dossier : Jérusalem** p. 11 à 18
- BDS dans le monde p. 19 à 21
- Condamner l'occupation israélienne ne suffit pas
Par Amira Hass p. 22
- La dangereuse alliance entre les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite
par Christophe Ayad p. 23
- Des caméras pour surveiller les Palestiniens à la mosquée al Aqsa tandis que les provocations continuent. p. 24
- Courrier des lecteurs p. 25/26
- Livres et films p. 27/28

**L'Assemblée Générale
du CVPR PO se tiendra le
vendredi 2 février 2018
de 18 h 30 à 20 heures.**

**Elle sera suivie de 20 h 15 à 21 h 30
d'une conférence de
RENE BACKMANN**

**Joyeux Noël et meilleurs voeux
à tous nos lecteurs**

n'est que devant les risques d'une nouvelle guerre mondiale que les Britanniques changent en 1939 de politique et décident, dans un Livre Blanc, la stricte limitation de l'immigration juive et l'éventualité de la création d'un Etat palestinien unique dans les dix ans à venir. Toute idée de partage disparaît.

Les sionistes ne l'acceptent pas et répliquent par la confirmation de leur charte, lors d'un Congrès à l'hôtel Biltmore à New-York, en mai 1942 (Exigence d'un Etat juif sur toute la surface du mandat et rejet définitif de la thèse de l'Etat binational) puis, par une campagne de violence et de terrorisme, à la fin de la guerre, contre les Britanniques. Début 1947, la position de ceux-ci devenant intenable, ils décident d'abandonner leur mandat et de confier le sort futur de la Palestine aux Nations Unies.

Une Commission spéciale est chargée d'étudier la question du gouvernement futur de la Palestine. Fin août 1947 elle présente deux projets, l'un majoritaire qui propose le partage de la Palestine entre deux Etats, l'un juif, l'autre arabe, avec Jérusalem sous contrôle international. L'autre, minoritaire - représentants de l'Inde, de l'Iran, et de la Yougoslavie - qui préconise l'instauration d'un Etat fédéral, comportant un Etat juif et un Etat arabe, avec Jérusalem comme capitale. Je relève un point de ce projet, prémonitoire : **« De la solution qui sera donnée à la question palestinienne dépendra dans une large mesure l'avenir de la paix et de l'ordre en Palestine et dans le Proche-Orient en général. A cet égard, il importe d'éviter que le séparatisme qui caractérise actuellement les relations des Arabes et des Juifs dans le Moyen-Orient s'accroisse et donne naissance à un dangereux irrédentisme ; or, telles seraient les conséquences inévitables du partage, sous quelle forme que ce soit. »**

Ni les Palestiniens - à qui rien n'est demandé ! - ni les Etats arabes (7 à l'époque à l'ONU) n'acceptent la résolution de partage.

Ils soulèvent :

- L'incompétence de l'Assemblée Générale de l'ONU, qui ne possède aucune souveraineté sur la Palestine.
- Un empiètement sur la souveraineté du peuple palestinien : aucun référendum n'est prévu. (Et pour cause les 2/3 de la population sont alors des Arabes).
- Une violation de la Charte de l'ONU: en vertu de l'article 1 de celle-ci, elle est tenue de respecter « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».
- Un déni de justice : le recours à la Cour internationale de justice proposé par les Etats arabes, et une partie des membres de l'ONU, est rejeté par la majorité de la Commission.

Les sionistes font alors le maximum de pression sur les membres de l'ONU, afin d'obtenir un vote favorable au partage. Ils réussissent à s'assurer le concours des Etats-Unis. Un premier vote intervient le 25 novembre 1947. Il manque encore une voix pour que la résolution soit acceptée (2/3 des voix), dont celle de la France. Le Président étasunien, Truman, va user de tout son pouvoir, allant, semble-t-il, jusqu'à menacer la France de lui couper les vivres... Le 29 novembre, l'Assemblée Générale de l'ONU adopte le plan de partage (résolution 181) par 33 voix contre 13 avec 10 abstentions.

A noter que l'URSS, conformément au discours d'Andréï Gromyco à l'ONU, le 14 mai 1947 - appelé par certains la « déclaration Balfour soviétique » - a appuyé le partage, pensant qu'Israël pourrait devenir un nouvel Etat communiste...

Pour le mouvement sioniste, ce vote est une énorme victoire, la reconnaissance de la fondation du nouvel Etat d'Israël qu'ils espéraient depuis 1897. Comme l'écrivait Henry Cattan, le représentant palestinien à l'Assemblée Générale de l'ONU : **« Le partage est une injustice flagrante, il donne aux immigrants juifs le gâteau (ils occupaient 6 % de la surface du mandat, ils obtiennent 56 %) et aux Palestiniens les miettes ».**

La première guerre israélo-arabe qui suivra (1948/49) permet à Israël d'élargir son territoire à 78 % du mandat britannique... Mais aussi d'expulser 700 000 Palestiniens, en application du vieux slogan : **« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » !** C'est la Nakba !

DIXIT

ANOUAR EL-SADATE, IL Y A 40 ANS :

"Je vous dis (...) que la paix ne sera réelle que si elle est fondée sur la justice et non sur l'occupation des terres d'autrui. Il n'est pas admissible que vous demandiez pour vous-mêmes ce que vous refusez aux autres [...]"

Il y a de la terre arabe qu'Israël a occupée et qu'il continue à occuper par la force des armes. Nous insistons sur un retrait complet de ce territoire arabe, y compris Jérusalem arabe, Jérusalem où je suis venu comme dans une cité de paix, la cité qui a été et qui sera toujours l'incarnation vivante de la coexistence entre les fidèles des trois religions. [...]"

Si vous avez trouvé la justification légale et morale de l'établissement d'une patrie nationale sur un territoire qui n'était pas le vôtre, alors il vaut mieux que vous compreniez la détermination du peuple palestinien à établir son propre Etat, une fois de plus, dans sa patrie. [...] " La paix, dans son essence, est opposée à toutes les convoitises et toutes les ambitions. "

Discours en faveur de la paix du président égyptien, le 20 novembre 1977, devant la Knesset.

Pour Sadat, la paix n'était envisageable que par le retrait des territoires occupés et la création d'un Etat palestinien. Réponse du Premier ministre Begin : **« NIET » !** Nous en sommes toujours là aujourd'hui.



Georges CORM :

« **Seuls les naïfs pensent qu'il s'agit d'un conflit entre sunnites et chiites** »

Les événements au Proche-Orient s'accélèrent comme jamais. Saad Hariri, le premier ministre du Liban, vient d'annoncer sa démission de façon insolite, depuis l'Arabie saoudite où se déroule une « révolution de palais ». En Syrie, d'importantes victoires ont été remportées par l'armée et annoncent la fin d'un conflit meurtrier. Quelle sera l'issue de cette crise politique? Pour approfondir ces questions, nous avons interrogé l'historien et ex ministre des finances libanais Georges Corm, auteur du livre *Le Liban contemporain*.

• **Alex Anfruns** : Il y a un an, les élections présidentielles permettaient au Liban de sortir d'une longue période d'instabilité institutionnelle. Comment expliquer ce coup de théâtre ?

Georges CORM : Le contexte libanais était effectivement très stable. Le gouvernement constitué par Saad Hariri en décembre comprenait tous les grands partis politiques, à l'exception du parti phalangiste qui s'est érigé en parti d'opposition. Il incluait donc aussi le Hezbollah et les choses semblaient bien se passer : loi électorale et budget adoptés, en particulier. Le ton de Saad Hariri restait très modéré pour ce qui concerne la politique iranienne et celle du Hezbollah, partie à son gouvernement.

Son rappel en Arabie saoudite trois jours après une visite qu'il y avait fait effectuée et son départ précipité sans que personne de son entourage ou des ministres libanais ne l'accompagne montre qu'il s'est agi d'une démission forcée faite en Arabie saoudite, comme tout le prouve, dans un contexte du coup d'État qui se déroule dans ce pays.

• **Cette démission s'est produite en Arabie Saoudite, où une crise inédite vient d'avoir lieu, avec la mise à l'écart d'une partie du gouvernement.**

— Le prince héritier, encouragé par le président américain, est en train de changer le régime de cette royauté vermoulue. Il liquide de très nombreux membres de la famille royale, intimide les grands hommes d'affaires du pays et change en fait le régime politique en devenant le dictateur unique du royaume, alors que la règle principale de la famille royale jusqu'ici était une direction de type collégial et un consensus entre les aînés des différentes branches de la famille. Les changements qui se déroulent visent aussi à mener une « *dé-wahhabisation* » et une dé-radicalisation religieuse du royaume ; ainsi la permission accordée aux femmes de conduire une voiture, le rétablissement des loisirs en public, notamment, mais aussi l'abolition des consultations avec les cheikhs de l'establishment religieux.

• **Que révèle selon vous le fait que Hariri ait démissionné depuis un pays étranger et y soit resté à ce jour ?**

— Il ne fait plus aucun doute que le premier ministre est en résidence forcée en Arabie saoudite. La prestation télévisée faite hier soir avec une journaliste libanaise travaillant à la station de télévision de son parti a confirmé aux téléspectateurs avertis son statut de séquestré (phrases

mécaniques et répétitives, visage émacié et plein de tristesse, son besoin de verres d'eau toutes les quelques minutes).

• **Peut-on établir un lien entre ce qui s'est passé et le dénouement de la guerre en Syrie qui se profile à l'horizon ?**

— Oui, cela n'est pas à exclure, la situation en Syrie ayant nettement tourné au profit du gouvernement légal de la Syrie. Il peut s'agir d'une forme de représailles de la part de l'Arabie saoudite qui a été avec le Qatar le principal financeur des mouvements terroristes en Syrie. Il faut aussi rappeler le boycott de l'émirat du Qatar par l'Arabie saoudite et les membres du Conseil de coopération du Golfe, qui ne fait aucun sens, sinon celui de se défausser sur le petit émirat de l'échec de la politique en Syrie.

• **Quelles ont été les premières réactions des différentes forces politiques qui composaient le gouvernement Hariri ?**

— En dehors de quelques voix extrémistes issues du Courant du futur, parti de M. Hariri, la grande majorité des partis politiques libanais, y compris celui de M. Hariri, réclament avec force le retour du premier



Cherchez le pétrole et ses prédateurs derrière le conflit prétendument entre chiïtes et sunnites. Carte.

ministre. L'un des ténors du Courant du futur, le ministre de l'intérieur, a fait des déclarations très fortes disant à l'Arabie saoudite qu'au Liban les choses ne se passaient pas comme en Arabie saoudite et que les Libanais ne sont pas un troupeau de moutons.

- **Quel effet pourrait avoir lieu dans la société libanaise l'appel au retour par l'Arabie de ses ressortissants ?**

— Aucun, car depuis 2011 ou 2012, ils ont été rappelés et il a été demandé aux Saoudiens de ne plus se rendre au Liban. Cela n'a dû concerner que quelques centaines d'individus. Plus grave pour le Liban serait l'expulsion des 250 000 ressortissants libanais travaillant en Arabie saoudite.

Mais une telle mesure causerait de graves dommages à l'économie saoudienne car la communauté libanaise dans ce pays y joue un grand rôle économique ; il ne s'agit pas de travailleurs pauvres, mais d'hommes d'affaires et de techniciens et cadres de haut niveau. Leur départ contribuerait à paralyser encore plus l'économie saoudienne, mise à mal par la chute des prix du pétrole et les événements intérieurs actuels.

- **Depuis notamment l'invasion de l'Irak par les USA en 2003, le**

Proche-Orient est le théâtre de nouvelles ingérences par des puissances étrangères et régionales, que les médias présentent souvent sous la forme de rivalités interconfessionnelles. Dans votre récent ouvrage « Pensée et politique dans le monde arabe » vous dénoncez la notion de « choc des civilisations » comme étant contraire à la réalité pluri-confessionnelle du monde arabe. Quelle influence a la grille de lecture fabriquée par les pétromonarchies dans votre pays ?

la grille de lecture des pétromonarchies

— En réalité, elle est la même que celle des États-Unis et des milieux de l'OTAN. Tout s'expliquerait par un conflit entre « bons » sunnites et « méchants » chiïtes que l'Iran manipulerait à sa guise (soit un conflit de type civilisationnel). Depuis l'arrivée de Trump à la présidence des États-Unis, la démonisation de l'Iran a pris des proportions hystériques. Le gouvernement américain estime que la source du terrorisme islamique dans le monde est l'Iran (et non point ses alliés des pétromonarchies), ce qui est évidemment contradictoire aux faits actuels sur le terrain. La politique saoudienne, deve-

nue elle aussi hystérique, ne fait que refléter la politique américaine actuelle. Ce sont aussi à mon avis les États-Unis qui exigent aujourd'hui la « dé-wahhabisation » de l'Arabie saoudite. Pour le Liban, le biais anti-chiïte de l'Arabie saoudite n'est pas nouveau. Il s'était déjà exprimé en 2006 lors de l'attaque israélienne sauvage contre le Liban où le royaume avait blâmé le Hezbollah pour son aventurisme et non l'État d'Israël qui, du fait d'un incident de frontière, avait déclenché une attaque de très grande envergure contre le Liban.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite sous prétexte de lutter contre l'influence chiïte et l'Iran détruit le Yémen avec des bombardements continus depuis 2015, un siège de ses ports, une épidémie redoutable de choléra qui en a résulté, dans un silence assourdissant de la communauté internationale. La justification de cette guerre intolérable par la nécessité de combattre l'influence d'un « triangle chiïte » subversif au Moyen-Orient est une feuille de vigne idéologique pour justifier la politique saoudo-américaine dans la région. J'aime à rappeler ici que c'est l'Irak sous influence des pétromonarchies et des États-Unis qui a tenté en 1980 d'envahir l'Iran et lui a déclaré la guerre et non l'inverse.

On pourrait pour être plus proche des réalités du terrain, résumer la situation en disant que nous sommes dans l'affrontement de deux blocs géopolitiques : celui de l'OTAN d'un côté et l'axe contestataire de la suprématie américaine du monde, soit celui de la Chine, de la Russie et de l'Iran, de l'autre. La Syrie et aujourd'hui le Yémen ont été victimes de cet affrontement ; le Liban avec son premier ministre kidnappé pour son manque d'activisme anti-iranien en souffre lui aussi.

Seuls les naïfs, victimes des grands médias occidentaux et arabes sous influence occidentale, peuvent penser qu'il s'agit d'une lutte entre « sunnites » et « chiïtes ». (NDLR : souligné par nous).

Voir : <http://www.afrique-asie.fr/corm-seuls-les-naifs-pensent-que-l-sagit-dun-conflit-entre-sunnites-et-chiites/>

La situation reste très volatile et pas seulement en Palestine

par Elias SANBAR



« *Il y a une grande part d'improvisation dans la politique de la plus grande puissance du monde, ce qui est inquiétant* », dit l'ambassadeur de la Palestine auprès de l'Unesco.

POÈTE, essayiste, historien et diplomate palestinien qui prit part aux accords d'Oslo conclus entre Israéliens et Palestiniens, Elias Sanbar, désormais ambassadeur de Palestine auprès de l'Unesco, analyse du point de vue palestinien la situation sur le terrain et dans la région au moment du centième anniversaire de la déclaration Balfour, qui appelait à la création d'un foyer national juif en Palestine.

Ce n'est pas logique dans l'absolu, mais cela l'est dans la logique qui est la leur. Le secrétaire d'État américain, je le cite, a argué « *du besoin d'arrêter l'hémorragie des arriérés* ». Les Américains en sont à peu près à 500 millions de dollars de cotisations non payées. À chaque début d'année, 80 millions viennent s'ajouter à ce total, augmenté des intérêts. Il s'agit là à mon avis de la raison fondamentale. La deuxième raison est que les Américains demandaient une réforme de l'Unesco : désormais, ils plaident pour une réforme de l'ONU dans sa globalité. La troisième raison est que, selon leurs dires, l'organisation prend des positions non objectives vis-à-vis d'Israël, lequel s'est évidemment emparé du troisième argument pour le mettre en avant.

D'autre part, les Américains n'ont pas averti Israël qu'ils allaient se retirer, ce qui en dit long. Mais si les deux pays s'en vont, ils restent cependant observateurs jusque fin 2018... sans payer.

Elu président, Donald Trump a très vite manifesté la volonté de sortir de toutes les organisations internationales qui apportaient leur soutien à la Palestine...

Certes, mais il faut être cohérent : les États-Unis ont suspendu la cotisation à l'Unesco, sous prétexte que l'institution était devenue le lieu d'accueil d'une

organisation terroriste fin 2011. Dans le même temps, ils continuent à verser l'aide qu'ils octroient tous les six mois à l'Autorité palestinienne... Soit les Palestiniens sont des terroristes, ce qui signifierait que l'Amérique en finance, soit les Palestiniens sont des partenaires de paix, et, dans ce cas, pourquoi couper les vivres à l'Unesco ? Nous sommes dans une contradiction complète, qui laisse une marge importante à une grande part d'improvisation dans la politique de la plus grande puissance du monde, ce qui est inquiétant... (...)

Ce 2 novembre, c'était le centenaire de la déclaration Balfour. Cette année, des articles dans la presse américaine ont plaidé prudemment la fin de la solution des deux Etats, solution non viable et qui ne serait qu'un mirage auquel plus personne ne croit vraiment...

Cette question a trop traîné : 26 ans de négociations sur la base de cette formule des deux Etats ! En autant d'années, la seule chose qui se soit développée est la colonisation : elle a rongé et dévasté la surface qui, en principe, devait être allouée à l'État palestinien une fois le traité de paix conclu. Le gros problème n'est plus dans la déclaration d'intention qui est constamment requise : Netanyahu lui-même affirme qu'il est pour les deux Etats. La question n'est malheureusement plus celle-là, mais de savoir comment appliquerait-on cette formule si aujourd'hui il y avait un accord de tous pour les deux Etats ? Il faudrait en revenir aux cartes et au terrain, et personne de ceux qui parlent en permanence n'a intégré la donnée fondamentale que représente l'enchevêtrement indescriptible des présences entre colons et Palestiniens... Et depuis quelques mois, tous les deux ou trois jours, les Israéliens annoncent la construction de deux mille nouvelles unités de logements.

La formule n'est pas mauvaise, mais les Israéliens sont en train de la tuer à petit feu tout en proclamant qu'ils sont pour. Ils la rendent impossible pratiquement : la formule des deux Etats n'est pas compliquée à concevoir ou à endosser, mais à mettre en application.

Serait-ce une politique du fait accompli ?

Absolument, mais c'est surtout une politique aveugle. Parce que le projet sioniste, à l'origine, était de créer ce qu'ils appelaient un État des Juifs et non pas un Etat juif. Le texte fondateur du sionisme de Herzl était allemand, et son texte a été traduit par Etat juif. Mais *Judenstaat* signifie en fait « *l'État des Juifs* ». Raison pour laquelle durant la période des négociations, des franges importantes du camp de la paix israélien se disaient pour la paix : pas seulement parce que c'était plus juste, mais parce qu'ils souhaitaient garder l'identité juive de l'État. En dévastant le territoire, sachant qu'il y a des millions de Palestiniens sur place qui ne partiront pas contrairement à 1948, ces colons sont en train non seulement de rendre impossible l'idée des deux Etats, mais quelque part de liquider le projet initial. Pourrait germer le rêve tout à fait suicidaire, et certains doivent certainement y penser sans oser le dire, de refaire ce qui a été fait en 1948, à savoir mettre les Palestiniens dehors.

Terminer le travail comme l'aurait affirmé à l'époque Ariel Sharon ?

Exactement. Sauf que, et c'est très important, les Palestiniens qui sont partis en 1948, dont mes parents, étaient convaincus de revenir dans une semaine. Or, ceux qui sont restés ont compris que lorsqu'on part, on ne revient plus. Et il n'y aura pas de 48 bis : ils se feront massacrer sur place, mais ils ne partiront pas. **Nous nous trouvons dans le paradoxe incroyable qui est qu'une politique expansionniste est en train d'obtenir le contraire de ce à quoi elle aspire !** (NDLR : souligné par nous) (...)

Interview de Bernard Roisin, (L'Echo)

Article complet sur : <http://www.france-palestine.org/Elias-Sanbar-La-situation-reste-tres-volatile-et-pas-seulement-en-Palestine>

PALESTINE : cent ans d'injustice

par Denis SIEFFERT (1)

En cet automne 1917, la bataille des Flandres fait rage, tandis qu'à Petrograd les bolcheviks se préparent à l'insurrection. Autant dire que la discrète missive adressée le 2 novembre par un certain Arthur James Balfour à un notable de la communauté juive britannique passe à peu près inaperçue.

ET pourtant ! Si l'on regarde froidement la réalité, on peut avancer que cette lettre d'un ministre britannique des Affaires étrangères a plus de conséquences sur le monde actuel que la défunte révolution russe. Elle annonçait l'interminable conflit judéo-arabe devenu israélo-palestinien, et ouvrait une fracture béante entre le monde arabe et les puissances occidentales. Des conflits qui n'ont cessé de s'aggraver et qui ravagent toujours le Moyen-Orient.

On connaît les premiers mots de la missive : « *Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national juif.* » On se souvient moins de la suite : « *... Étant bien entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non juives.* » Phrase subtilement condescendante qui ne nommait même pas le peuple que l'on vouait à la spoliation, ces 700 000 Arabes palestiniens qui auraient éventuellement des droits religieux, mais manifestement aucun droit politique. Le début d'un long déni. Il faut dire que cette « *déclaration Balfour* » venait 18 mois après l'accord secret par lequel la France et la Grande-Bretagne se partageaient les dépouilles de l'Empire ottoman, oubliant la promesse d'indépendance faite aux Arabes.

Les puissances occidentales plaçaient pour longtemps leurs relations avec le monde arabe sous le signe de la trahison et du mépris. Pour décrire ce tour de passe-passe diplomatique, l'écrivain hongrois Arthur Koestler eut ce mot : « *Une nation promet solennellement à une seconde le pays d'une troisième.* » Tout était dit. Et la « *troisième* » n'en finit pas de résister. Cent ans plus tard, l'histoire court toujours. Elle aurait dû s'arrêter depuis longtemps. Même du point de vue sioniste, puisque ce mouvement colonial avait pour objectif la création d'un État juif qui existe depuis bientôt soixante-dix ans.

Né d'un partage totalement inéquitable, mais né aussi de la Shoah, Israël est aujourd'hui une puissance nucléaire soutenue par les États-Unis et par les Européens, et parfaitement intégrée à la mondialisation libérale. Et cependant, l'entreprise coloniale continue, toujours plus loin vers l'est. **Le gouvernement israélien vient de célébrer la déclaration Balfour à sa façon en annonçant la construction en terres palestiniennes de quelque 2 600 logements.** Et il vient tout juste de différer, pour des raisons d'opportunité internationale, son projet de « *Grand Jérusalem* », lequel prévoit de rogner encore 10 % de la Cisjordanie, et de porter les limites de la ville jusqu'aux rives du Jourdain. Ce qui scinderait le territoire palestinien en deux. Une annexion à peine déguisée dont rêvent les colons qui sont aujourd'hui au pouvoir en Israël.

Plus besoin de « déclaration Balfour », un silence complice suffit. Cette connivence a tout de même besoin pour se justifier d'un enfumage idéologique qui repose sur l'équation frauduleuse « sionisme égale Israël ». (NDLR : souligné par nous). Le mouvement colonial est devenu un État. En sorte que le militant anticolonial n'a plus voix au chapitre. S'il combat pour la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, il est soit antisémite, soit fossoyeur d'Israël. Il lui est interdit de maintenir son combat dans le champ politique. Mais la « *déclaration Balfour* » a au moins un « *avantage* » : elle place la responsabilité historique au niveau des puissances coloniales. Il ne s'agit plus ici d'Israël et de son gouvernement d'extrême droite, dont il n'y a rien à attendre, ni même de

la gauche israélienne, mais de l'Europe et des États-Unis. Pour l'heure, les choses semblent bloquées là aussi. Emmanuel Macron appelle Netanyahu « *Mon cher Bibi* » et juge que l'antisémitisme est une « *forme réinventée* » de l'antisémitisme, verrouillant ainsi toute possibilité de combat politique. Et Theresa May dîne avec le Premier ministre israélien pour marquer « *avec fierté* » la date du 2 novembre. Apparemment, rien n'a donc changé



La photo représente des soldats britanniques patrouillant dans les rues de Jérusalem pendant la visite du politicien conservateur James Balfour le 2 avril 1925. Elle est reprise de : <http://www.aljazeera.com/indepth/inpictures/2017/10/century-balfour-declaration-171029123237217.html>

depuis Balfour. Les Palestiniens sont toujours en butte au même mépris, qui est aussi un mépris du droit par des États qui ne cessent de l'invoquer.

Mais ce conflit emblématique n'est pas sans fin. Un siècle après la déclaration Balfour, le double langage atteint ses limites. Il sera bientôt difficile à Emmanuel Macron et à Theresa May d'annoncer la fameuse résolution de l'ONU pour une « *solution à deux États* ». À force de colonisation, l'État palestinien va cesser d'être virtuel pour devenir tout simplement impossible. **Le monde sera alors face à une nouvelle Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Et il ne faudra pas s'étonner des ravages que cette situation produira dans le monde arabe et jusque dans nos sociétés.** (NDLR : souligné par nous).

(1) Directeur de la revue *Politis*
Voir : <https://www.politis.fr/articles/2017/11/palestine-cent-ans-dinjustice-37849/>

Un peuple que l'on veut faire disparaître

par Lucien CHAMPENOIS (1)

Une dizaine de jours de voyage au mois de Mai dernier en Palestine et Israël, pour qui a connu jadis cette contrée, laisse dans une étrange perplexité. Certes les processus de colonisation et de nettoyage ethnique que l'on voit à l'œuvre à Jérusalem-Est et dans le reste de la Cisjordanie étaient déjà en cours depuis des années. Mais leur avancée impitoyable, sans que se dessine la moindre perspective sérieuse d'une amorce de règlement amène à s'interroger : quand atteindra-t-on le point de rupture ? Et sous quelle forme ?

Commençons notre périple par la **Vieille Ville de Jérusalem**, « *Patrimoine de l'Humanité* » et véritable épice de conflit. Le Dôme du Rocher qui la domine, les murailles ottomanes, les clochers et les coupes des églises témoignent d'un passé qui fut chrétien puis musulman, après avoir été, comme l'atteste l'archéologie, cananéen, hébreu, romain... La progression de la colonisation israélienne est partout manifeste, avec la multiplication des drapeaux israéliens sur les bâtiments, les barbelés sur les terrasses, l'augmentation du nombre de boutiques israéliennes dans les souks et la présence militaire partout. En même temps s'accroît la pression sur la population palestinienne, par diverses formes de détérioration ou de destruction de son habitat, par la dégradation de ses conditions de vie et les violences contre les personnes, notamment les enfants.

En faisant le tour des colonies israéliennes construites à la périphérie de Jérusalem, on ne peut manquer d'être frappé par le contraste entre l'état prospère de ces colonies qui bénéficient de tous les biens et services nécessaires à une vie confortable (à commencer par le plus indispensable, l'eau) et les agglomérations palestiniennes mal ou pas entretenues, aux rues défoncées, encombrées d'ordures non ramassées. L'inégalité de traitement en matière de services publics et de permis de construire saute aux yeux. Le but est clair : rendre la vie aussi difficile que possible aux populations de ces agglomérations pour les inciter à la violence ou au départ volontaire.

La tension permanente qui depuis des années caractérise la situation dans la localité bien connue de Silwan (l'ancienne Siloé) soumise à la pression des colons voisins en est l'un des exemples les plus illustratifs.

Déplaçons-nous vers le Nord, dans le Gouvernorat de Naplouse selon la terminologie palestinienne, l'ancienne Samarie selon la Bible. La bourgade palestinienne de **Qusra**, 7000 habitants, ne figure pas sur les cartes israéliennes : c'est un des aspects du nettoyage ethnique, le nettoyage topographique pourrait-on dire.

Avec l'aide d'une courageuse ONG, la population s'organise sous la direction de son maire pour une résistance non-violente aux agressions périodiques des colons israéliens du voisinage (incendie des cultures et des installations agricoles, déversement d'eaux usées, attaques sur les personnes allant parfois jusqu'au meurtre). Les plaintes déposées auprès des autorités n'aboutissent à des inculpations, au mieux, que dans 2% des cas. Malgré ce harcèlement continu, cette population paysanne s'accroche à la terre à laquelle elle est viscéralement attachée. Mais bien entendu il y en a qui partent...

Tournons-nous maintenant, au Sud, vers l'ancienne Judée. Bethléem, cité de David selon le « *Livre de Samuel* », lieu de naissance du Christ selon les Evangiles, ainsi que les deux villes contiguës de Beit Jala et de Beit Sahour, villes traditionnellement à majorité chrétienne, ont subi en 1948 et en 1967 deux vagues de réfugiés qui ont bouleversé leur démographie et leur économie.

Aujourd'hui l'existence même de cet ensemble si représentatif du passé chrétien de la Palestine (la Basilique de la Nativité à Bethléem fut construite par l'Impératrice Hélène au I^{er} siècle) est menacée d'étranglement : à l'Est par l'extension des colonies israéliennes, au Nord et au Nord-Ouest par l'achèvement du Mur dit « *de séparation* » qui en réalité confisque les terres agricoles qui formaient son hinterland naturel.

Hébron, qui abrite le « *Tombeau des Patriarches* », lieu saint pour les trois religions monothéistes et lieu de culte partagé entre Judaïsme et Islam, est une ville musulmane en quasi-totalité (environ 200.000 habitants pour toute l'agglomération) dont l'histoire récente est une longue suite de violences. Elle est actuellement dans une situation invraisemblable : une poignée de 800 colons appuyés par l'armée israélienne sont installés au cœur de la ville ancienne - en violation d'un accord de 1997 entre le Gouvernement israélien et l'Autorité Palestinienne - et rendent la vie insupportable aux habitants du quartier (jets de pierres et de débris à partir des toits, etc...).

Une halte à **Halhûl** et la visite de son vignoble rappelle le potentiel agri-

cole de cette région fertile entre Bethléem et Hébron, elle aussi menacée par l'extension de la colonisation.

Dans la vallée du Jourdain, le nettoyage ethnique en cours utilise là comme ailleurs pour vider ces terres fertiles de leurs habitants la confiscation par l'armée de vastes zones qui seront ensuite rétrocédées aux colonies. En même temps le détournement systématique des ressources en eau par pompage, au profit de ces mêmes colonies, prive les paysans palestiniens de leurs moyens de subsistance. Le résultat est clair : avant 1967 il y avait 320.000 palestiniens dans la vallée du Jourdain. Ils sont aujourd'hui 56.000.

Voilà un échantillon bien trop sommaire des impressions qui peuvent frapper un groupe d'Occidentaux - Français en l'occurrence - en déplacement dans ce coin de terre disputé du Proche Orient.

Qu'en disent des observateurs bien placés pour en analyser l'évolution ?

Une journaliste qui a travaillé de longues années dans la région nous livre tout de son diagnostic « **ça ne peut plus durer. Israël est dans l'illusion de la toute-puissance, mais il porte en lui les germes de sa destruction** » (NDLR : souligné par nous). Une implosion pourrait venir d'un conflit religieux interne : on sent la montée des tendances religieuses extrémistes, même à Tel-Aviv. Du côté palestinien, on sent monter chez les jeunes un sentiment de révolte : révolte contre la corruption qui gangrène l'Autorité Palestinienne, révolte contre l'oppression israélienne qui ne laisse entrevoir aucune perspective de solution.

Un ancien haut prêtre va à peu près dans le même sens : « **Aujourd'hui Israël est reconnu par les Palestiniens mais pas la réciproque. Israël veut être un Etat juif pour les seuls juifs. Pour les Palestiniens cela signifie l'occupation militaire mais pas la citoyenneté. Or il y a six millions de Palestiniens (...)** Les Etats du monde sont impuissants face à Israël (...) Les Européens craignent d'être en proie à des dissensions internes s'ils exercent des pressions sur Israël (...) **Faute d'aider les Palestiniens, les Etats Unis et l'Europe enfoncent Israël dans une impasse, entouré d'ennemis. Au total, Israël a gagné les guerres mais pas la paix.** »

Citons enfin la représentante d'une organisation israélienne de défense des Droits de l'Homme « **La position du Gouvernement contre notre action influence le public [israélien] et empêche la recherche de solutions pour faire cesser l'occupation. Cela ne se fera pas sans une intervention active de la communauté internationale** »

On en est toujours là

(1) Ancien diplomate. Vice-président de « Pour Jérusalem ». Membre du CVPR PO

DÉCLARATION CONJOINTE

des patriarches et des chefs des Églises de Jérusalem

«*Apprenez à faire le bien : recherchez le droit, mettez au pas l'opresseur*» (Isaïe 1,17)

En juillet 2017, nous, les chefs des Églises de Jérusalem, avons été obligés de publier un communiqué de presse concernant les violations du Statu quo qui régit les lieux saints et assure les droits et privilèges des Églises. Ce Statu quo est universellement reconnu par les autorités religieuses et les gouvernements, et a toujours été soutenu par les autorités civiles de notre région. Nous nous trouvons unis une nouvelle fois encore (NDLR : le 3 septembre 2017) pour condamner un nouvel empiétement sur ce Statu quo. En pareil cas, les chefs des Églises sont résolus et unis pour s'opposer à toute action de quelque autorité que ce soit ou de tout groupe qui porte atteinte à ces lois, accords et règlements qui ont ordonné notre vie depuis des siècles.

DE nouvelles actions sont une violation flagrante du Statu quo. Le jugement dans l'affaire «*Jaffa Gate*» contre le Patriarcat orthodoxe grec de Jérusalem, que nous considérons comme injuste, ainsi qu'un projet de loi à la Knesset, qui est politiquement motivé et qui restreindrait les droits des Églises sur leurs propres propriétés, sont des agressions supplémentaires sur les droits que le Statu quo a toujours garantis.

Nous voyons dans ces actions une tentative systématique de saper l'intégrité de la ville sainte de Jérusalem ainsi que de la Terre Sainte et d'affaiblir la présence chrétienne. Nous affirmons, dans les termes les plus clairs possibles, qu'une communauté chrétienne vivante et dynamique est un élément essentiel dans la composition de notre société si diversifiée, et les menaces sur la communauté chrétienne ne peuvent qu'accroître

les inquiétantes tensions qui ont émergé dans ces périodes troublées.

De telles tentatives pour saper la communauté chrétienne de Jérusalem et de Terre Sainte ne touchent pas qu'une seule Église ; elles nous touchent tous, et elles affectent les chrétiens et toutes les personnes de bonne volonté à travers le monde. Nous avons toujours été fidèles à notre mission de veiller à ce que Jérusalem et les lieux saints soient ouverts à tous, sans distinction ni discrimination, et nous soutenons unanimement les actions, y compris un appel de la Haute cour, contre le jugement du «*Jaffa Gate*» et nous nous opposons à toute loi proposée qui restreindrait les droits des Églises sur leurs propriétés.

Par conséquent, nous, à qui la divine providence a confié le soin des lieux saints et la garde pastorale des communautés vivantes et chrétiennes originaires de Terre Sainte, faisons appel aux responsables et fidèles des Églises chrétiennes dans le monde entier, ainsi qu'aux chefs des gouvernements et toutes les personnes de

bonne volonté, pour nous soutenir afin de s'assurer qu'aucune autre tentative ne soit faite, de n'importe quelle part, que ce soit pour changer le Statu quo historique, ses dispositions et son esprit.

Nous ne pouvons pas souligner assez fortement la gravité des conséquences qu'a eu la récente et systématique attaque du Statu quo sur l'intégrité de Jérusalem et sur le bien-être des communautés chrétiennes de Terre Sainte, ainsi que sur la stabilité de notre société.

Nous, les chefs des Églises de Jérusalem, restons résolument unis pour travailler pour la réconciliation et pour une paix juste et durable dans notre région, et nous demandons les bénédictions de Dieu sur tous les peuples de notre bien-aimée Terre Sainte.

*Pour la liste des signataires, voir :
<https://orthodoxie.com/declaration-conjointe-des-patriarches-et-des-chefs-des-eglises-de-jerusalem-apprenez-a-faire-le-bien-recherchez-le-droit-mettez-au-pas-l-opresseur-isaie-1>*

SOUTIEN ET SOLIDARITÉ avec Salah Hamouri :

L'Histoire Jugera Par Jean FRANCHETEAU ⁽¹⁾

L'acharnement de l'exécutif israélien sur Salah Hamouri, ainsi que l'attitude du gouvernement et d'une grande partie de la presse française, sont particulièrement significatives de la nature de l'Etat Israélien et de la passivité qui caractérise l'exécutif et cette presse.

CE franco-palestinien avait déjà été détenu entre 2005 et 2011, ayant reconnu, sur les conseils de son avocat, pour éviter une peine plus lourde - bien qu'ayant toujours proclamé son innocence - le prétexte fallacieux du fait qu'il projetait de tuer le rabbin Ovadia Yossef, fondateur du parti ultraorthodoxe Shas. Après trois années de détention administrative, c'est-à-dire d'incarcération sans inculpation réelle ni procès, Salah Hamouri avait donc été condamné par un tribunal militaire israélien à sept ans de prison, en avril 2008.



En France, cette honteuse condamnation était tombée dans un silence assourdissant. Il a fallu que l'acteur François Cluzet, invité au journal d'Antenne 2, interpelle Laurent Delahousse et décrive la situation au journaliste, pour que les conditions d'arrestation de Salah Hamouri soient connues des français.

En août 1979 Sarkozy avait fini par envoyer une demande de libération anticipée au gouvernement israélien, qui lui répondit par une fin de non recevoir. Finalement, en décembre 2011 Salah Hamouri fera partie d'un contingent de prisonniers libérés en échange du soldat franco-israélien Gilad Shalit fait prisonnier en 2006 au sud de la bande de Gaza.

Ce même Gilad Shalit, soldat d'une armée de répression et de colonisation, fut fait « Citoyen d'Honneur de la Ville de Paris » par les maires B. Delanoé et A. Hidalgo, alors qu'ils n'avaient pas exprimé un mot de soutien pour Salah Hamouri. De même, Gilad Shalit fut reçu en grande pompe à la Mairie de Paris à sa libération, alors que la même Mairie refusa d'accueillir Salah Hamouri.

Salah Hamouri, avocat

Soucieux de solidarité avec le peuple palestinien, Salah Hamouri, à sa sortie de prison, commença un cursus en droit à l'Université d'Al-Quds à Jérusalem. Il venait de passer l'équivalent palestinien du concours du barreau - désirant mettre ses nouvelles compétences au service des prisonniers palestiniens - quand Netanyahu et Liebermann décidèrent de le faire arrêter, à son domicile de Jérusalem-Est le 23 août, sans raison, pour le placer en détention administrative. Le pouvoir israélien décida cyniquement, à travers le tribunal de première instance, de le mettre en examen, en parlant d'une libération éventuelle au bout de sept mois.

L'AFPS a réagi immédiatement en dénonçant un acte inadmissible et

nement français d'obtenir la libération d'un concitoyen qui subit l'arbitraire israélien. Le consulat général de France à Jérusalem suit le dossier de très près. Différents comités de soutien se sont exprimés, mais en vain. Certains représentants des ONG ont été reçus soit au Ministère des Affaires étrangères, soit à l'Élysée, mais ils ont constaté l'impuissance de leurs interlocuteurs. Bertrand Couderc, le président du SAF - Syndicat des Avocats de France - a adressé une lettre au Président de la République, mais sans aucun résultat. Il est vrai que peu de temps avant celui-ci avait chaleureusement étreint Netanyahu à l'occasion de la commémoration de la rafle du Vel. D'Hiv. Il fut un temps, assez rare il est vrai, où la politique de la France, concernant Israël, ne se faisait, ni à la Knesset ni au CRIF.

Devant cette situation difficile, il nous faut continuer d'informer, malgré une presse dont l'omerta est quasi totale. Il nous faut continuer à faire

appelé à la mobilisation. Elsa Lefort, son épouse, interdite d'entrée sur le territoire israélien, a demandé au gouver-

nement sur notre gouvernement, qui manque de courage face au refus israélien.

En terminant, je voudrais évoquer les dernières lignes d'une lettre que Salah Hamouri a fait parvenir de sa prison, et qui a été lue par sa femme lors de la Fête de l'Humanité : « *Je me retrouve une dernière fois derrière les barreaux, et je vous demande une fois de plus, chers amis, chers camarades, d'unir nos forces pour démontrer à toutes les puissances coloniales et impérialistes que notre lutte continue.*

Soyez en sûrs, nous ne lâcherons rien, et comme d'autres peuples, nous irons jusqu'au bout de notre chemin qui sera comme ailleurs un succès car il est impossible de mettre les droits des peuples en prison, de mettre leur liberté en prison, de mettre leurs idées en prison ! Vive la Palestine qui sera libre par nous, et avec vous solidaires de la France et du Monde ».

Salah Hamouri fait partie de la résistance palestinienne face à un pouvoir cynique par sa colonisation, sa répression et son arbitraire. L'Histoire jugera

(1) Membre du C.A. du CVPR PO

Témoignage d'une mission en Palestine organisée par le mouvement *Ensemble !*

Par Noufissa MIKOU (1)

Cette mission nous a permis de rencontrer des associations et des personnalités de la société civile en Cisjordanie et sur le plateau du Golan et des forces progressistes en Israël (associations anticolonialistes, associations de défense des Palestiniens de 1948...) et de débattre avec des militant-e-s de terrain de défense des droits du peuple palestinien.

D ISONS de prime abord que ce qu'on a vu dépasse tout ce qu'on a pu imaginer. Le contrôle administratif et militaire de tous les aspects de la vie quotidienne des Palestiniens est total. Un sentiment d'urgence se dégage de notre séjour.

L'accélération de la confiscation des terres, l'augmentation continue en nombre et en taille des colonies reliées entre elles par un réseau routier réservé aux colons, a transformé le territoire de Cisjordanie en cantons éparpillés. L'eau est confisquée et détournée des nappes phréatiques de la Cisjordanie au profit des colons et des villes israéliennes. Les Palestiniens sont obligés d'acheter l'eau qu'Israël leur vend à un prix trois fois plus cher que celui des Israéliens dont le revenu est 16 fois plus élevé. Le Golan syrien a été annexé pour des raisons stratégiques et pour ses ressources en eau. L'approvisionnement en électricité est totalement contrôlé par Israël permettant d'étrangler les Palestiniens à volonté.

Le temps des Palestiniens est confisqué, les check-points les empêchant de maîtriser les durées de leurs activités, de circuler normalement, d'aller au travail, à l'université, à l'hôpital, de rencontrer famille et ami-e-s, ou de visiter Jérusalem/Al-Qods.

Les prisons se remplissent, les peines administratives pouvant aller de "6 mois à 2000 ans". Les grévistes de la faim sont ignorés, les corps des morts, rarement restitués, sont enterrés dans des cimetières dits des chiffres (les numéros des prisonniers). En témoignent, dans les camps de réfugié-e-s de Balata et de Dheisheh ainsi que dans la ville de Naplouse/Nablus, les murs tapissés d'images de martyrs.

L'occupation est omniprésente

Flicage permanent, caméras de surveillance visibles dans les bâtiments et les rues, et même dans des mosquées (comme à Hébron/Al-Khalil), miradors sur les routes, présence du Mur de séparation qui a servi à confisquer les meilleures terres agricoles de Cisjordanie, répression brutale, recrutement de collabos. La situation est particulièrement difficile à Jérusalem où les occupations de maisons palestiniennes dans la Vieille Ville et ses faubourgs (Silwan, Sheikh Jarrah...)

se multiplient et où l'accès des Palestiniens à l'Esplanade des Mosquées est de plus en plus difficile.

Et que dire de la situation de Hébron/Al-Khalil, ville partagée en deux à cause de la présence au centre-ville de 400 colons d'ultra-droite - protégés par plusieurs milliers de soldats - qui tentent par tous les moyens de les faire partir. La situation est également particulièrement grave dans toute la zone C qui couvre 62% de la Cisjordanie et est entièrement administrée par Israël, notamment dans la vallée du Jourdain où se conjuguent développement de l'agriculture coloniale, expulsions de populations de Bédouins et destructions d'infrastructures et de maisons.

Les Palestiniens en Israël

Quant à ceux-ci qui sont de fait des citoyens de seconde zone, ils subissent des discriminations très graves. Dans le Néguev/En-Naqab, des destructions de plusieurs dizaines de villages de Bédouins (qui sont sédentarisés depuis plus d'un siècle mais qu'Israël persiste à appeler ainsi pour les détacher de leur terre) ont lieu pour construire des colonies. C'est le cas des villages d'al-Araqib, d'al-Atir et d'Um al-Hiran d'où nous avons pu voir sur les hauteurs, les engins de chantier en train de construire un nouveau village déjà appelé al-Harin, qui sera peuplé de colons.

A ce jour plus d'une cinquantaine de lois discriminatoires à l'encontre des arabes dans le droit civil israélien existent et sont consultables sur le site d'Adalah. Textes apparemment « neutres » pouvant systématiquement être interprétés dans un sens favorable à la colonisation ou aux expulsions.

La situation politique reste complètement bloquée par l'attitude du gouvernement israélien d'extrême droite qui développe la colonisation et mène une politique d'apartheid en Cisjordanie, maintient un blocus inhumain de la Bande de Gaza et multiplie les mesures discriminatoires à l'en-

contre de la minorité palestinienne vivant en Israël. (NDLR : souligné par nous)

Le bilan de notre mission est que la situation des Palestiniens (et aussi des citoyen-ne-s israéliens tels que les Bédouins du Néguev/En-Naqab) ne fait que s'aggraver. (De plus elle ne peut qu'empirer avec l'élection de Trump aux USA qui risque de provoquer une régression).

Tout le monde est d'accord pour dire que le processus d'Oslo en tant que tel est mort depuis longtemps car la colonisation se poursuit de façon inexorable. L'ensemble de nos interlocuteurs-trices s'accordent pour dire que les jeunes ne croient plus guère à la solution à deux États. Par ailleurs les affiches que nous avons vues un peu partout commémorant la Nakba témoignent de la détermination des Palestiniens à faire valoir leur droit au retour. Ajoutons à cela, les quelques points qui suivent :

- Le sentiment d'impuissance et l'absence de stratégie et de conduite à tenir à court terme amènent les Palestiniens à n'avoir comme perspective que la résistance au jour le jour.
- Le discrédit des institutions notamment de l'Autorité palestinienne et des organisations politiques, que ce soit le Fatah ou le Hamas.
- L'extrême fragmentation de la gauche.
- L'importance de la campagne BDS.
- **Rien dans la situation actuelle n'incite donc à l'optimisme ; c'est pourquoi notre soutien au peuple palestinien, dans toutes ses composantes (en Cisjordanie, à Gaza, en Israël et pour les réfugié-e-s), reste une nécessité absolue.**

(1) Membre du C.A. du CVPR PO

Pour plus de détails, voir le site <https://www.ensemble-fdg.org>

JÉRUSALEM

TRUMP JOUE LES APPRENTIS SORCIERS

Par Françoise GERMAIN-ROBIN⁽¹⁾

En signant mercredi 7 décembre la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et en annonçant qu'il allait y transférer l'ambassade des Etats-Unis, Donald Trump a volontairement liquidé une des bases de la légalité internationale et attaqué gravement le corpus des résolutions de l'ONU votées depuis 1947 sur la question palestinienne.

Selon le plan de partage de 1947, Jérusalem devait être un corpus séparé administré par l'ONU, ce qu'Israël n'accepta jamais, installant dès 1949 son gouvernement et son parlement dans Jérusalem ouest tandis que la partie est était occupée par la Jordanie. L'occupation et l'annexion de la partie arabe pendant en 1967 est aussitôt condamnée par l'ONU : le Conseil de sécurité « déclare non valable toutes dispositions prises par Israël qui tendent à modifier le statu juridique de Jérusalem ». Les Etats Unis ont voté cette résolution et toutes celles qui, par la suite ont réitéré l'interdiction de modifier le statu quo. Comme tous les Etats du monde ils ont maintenu leur ambassade à Tel-Aviv.

Pas étonnant que la rupture par Trump de ce consensus ait provoqué colère et inquiétude dans le monde. Nul ne sait quelles peuvent en être les conséquences dans une région déjà en proie à des conflits multiples. On a vu, dans les jours qui ont suivi, grèves et manifestations durement réprimés en Cisjordanie et à Gaza, avec en deux jours quatre morts, plus de deux cent blessés et des centaines d'arrestations. On ne sait comment tournera cette colère. Le président Mahmoud Abbas a estimé que « les Etats Unis se sont disqualifiés en temps que médiateurs » et a annoncé qu'il ne recevrait pas le vice président Pence que Trump envoie dans la région. Le Hamas a appelé à une troisième Intifada. Quand à Saeb Erekat, l'historique responsable des négociations avec Israël dans l'Autorité palestinienne, il a appelé les Palestiniens à « lutter pour un seul état avec des droits égaux pour tous ses citoyens, la solution à deux Etats étant devenue illusoire car Israël n'en veut pas »

Car Donald Trump, par son geste, a aussi planté le dernier clou dans le cercueil du processus de paix israélo-palestinien d'Oslo. Certes, il n'y avait plus dans ce cercueil qu'un agonisant en état de mort clinique. L'agonie avait commencé à l'arrivée au pouvoir de Netanyahu, en 1996, après



l'assassinat d'Ythzak Rabin, signataire d'Oslo avec Yasser Arafat, par un extrémiste juif. Aujourd'hui, les extrémistes juifs sont au pouvoir avec ce même Netanyahu qui ne veut pas davantage qu'il y a vingt et un an de paix, d'Etat palestinien aux côtés d'Israël, ni de partage de Jérusalem entre les deux peuples.

A preuve la politique de colonisation à marche forcée qu'il mène dans les territoires qui devraient être ceux de l'Etat palestinien et à Jérusalem-Est, que son gouvernement s'emploie à vider par tous les moyens de ses habitants palestiniens. La démonstration faite de ces méthodes abominables lors du colloque du 9 décembre au Sénat par Nada Awad était à cet égard éloquente et les chiffres du « transfert forcé » des Palestiniens de Jérusalem très inquiétants.

En décrétant que Jérusalem-Est la capitale du seul Israël, Donald Trump donne son aval à cette politique de nettoyage ethnique. Et il livre, de fait, l'ensemble de la ville sainte à Israël, sans se soucier du sort des Palestiniens qui y résident : or à l'intérieur de la vieille ville, les Palestiniens sont très largement majoritaires puisqu'il n'y a que 4000 Israéliens pour 35.000 habitants. Quel sera leur sort, et celui des lieux saints, maintenant que les Etats-Unis ont fait sauter l'un des derniers gardes fous qui pouvaient retenir Israël d'en finir avec eux ?

Le président américain a bien tenté d'atténuer la gravité de sa déclaration en y ajoutant quelques appendices d'autant moins convaincants qu'ils sont contradictoires. Ainsi a-t-il appelé les deux parties à « préserver le statu quo » alors que c'est lui même qui vient de le rompre !

Reste à savoir si sa disqualification en tant que médiateur, pour reprendre le terme employé par Mahmoud Abbas va permettre à l'Europe, mais aussi à la France de jouer un rôle actif dans la recherche de la paix. Pour cela, il faudrait que tant les Européens que le président Macron ne se contentent pas de désapprouver

en paroles le geste de Trump – ce qu'il ont fait en grande majorité⁽²⁾. Il faudrait qu'ils passent aux actes, en commençant par sanctionner le gouvernement israélien pour ses méfaits et ses violations du droit international et des droits humains.

Le président Macron en aura-t-il le courage ? Il a certes « désapprouvé » la déclaration de Trump et dit son « inquiétude ». Mais recevoir Netanyahu a déjouer à l'Elysée n'est pas forcément le bon signal. Pas plus que l'inviter à la réunion des ministres des affaires étrangères européens du 11 décembre. A moins que, comme le demandent 67 députés européens, les ministres n'en profitent pour rappeler à Netanyahu que son attitude contrevient aux accords entre Israël et l'UE et en tirent les conséquences.

(1) Journaliste retraitée

(2) Seule jusqu'ici la Tchèque a suivi Trump

UN COUP DE FORCE ET UNE ALLIANCE INÉDITE ENTRE USA, ISRAËL ET ARABIE SAOUDITE

par René BACKMANN⁽¹⁾



Donald Trump brandit la déclaration solennelle selon laquelle les Etats-Unis reconnaissent Jérusalem comme capitale d'Israël. REUTERS/Kevin Lamarque

Quelle suite au discours de Trump ?

L'annonce par Donald Trump de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël est une fusée à deux étages. Et il n'est pas exclu qu'elle explose en vol. Premier étage : « *Il est temps de reconnaître officiellement Jérusalem comme capitale d'Israël* » a déclaré Donald Trump, mercredi. « *Nous reconnaissons l'évidence, la simple réalité. Jérusalem n'est pas seulement la ville des trois religions, elle est la capitale d'une des plus grandes démocraties au monde* ». Dans la foulée, le président américain a confirmé le déménagement rapide de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

Cette reconnaissance affirmée par le président ne fait pas que **rompre avec soixante-dix ans de politique américaine**. Elle ne fait pas que provoquer un concert de protestations en Palestine d'abord, dans le monde arabe et chez les Européens ensuite, indignant le pape et bouleversant la donne à partir de laquelle tentait de se reconstruire péniblement un processus de paix à l'arrêt depuis des années. Dans la même déclaration, Donald Trump a nommé l'autre étage de la fusée: un accord de paix israélo-palestinien qu'il se dit « *déterminé à obtenir* », réaffirmant au passage la position américaine d'un solution « *à deux Etats* ».

Cette annonce de Donald Trump sur Jérusalem-Est censée s'articuler avec ce « *deuxième étage* », celui de la **construction sous égide américaine d'un accord de paix** entre Israël et les Palestiniens. C'est le fameux « *Big deal* », tant de fois évoqué par Trump qui rêve de réussir là où tous ses prédécesseurs ont

La reconnaissance par Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël est vécue comme une provocation en Europe et dans le monde arabe. Mais elle s'articule à un plan de paix que Washington tente d'imposer aux Palestiniens avec l'aide de l'Arabie saoudite et d'Israël.

échoué. C'est aussi ce qu'a tenté de rappeler, mercredi lors d'une réunion de l'Otan à Bruxelles, Rex Tillerson, le secrétaire d'Etat américain. Pour répondre aux nombreuses critiques de ses partenaires européens, Tillerson a voulu assurer que la paix était toujours possible et que le « *président est très déterminé* » à obtenir un accord.

Mais comment envisager un accord après cette reconnaissance de Jérusalem qui est vécue comme une provocation par la plupart des acteurs impliqués de près ou de loin dans le conflit israélo-palestinien ? Donald Trump, une fois de plus, n'en fait-il qu'à sa tête, détruisant au passage le travail de son administration et de ses émissaires ? Ou, au contraire, veut-il faire de Jérusalem le levier qui lui permettra d'imposer aux Palestiniens son « *Big deal* » ?

Depuis quelques mois, une configuration inédite se met en place au Moyen-Orient. Hier ennemis mortels, voilà que l'Arabie saoudite et Israël unissent aujourd'hui leur influence à celle des Etats-Unis pour convaincre - ou plutôt pour contraindre - les dirigeants palestiniens d'accepter un nouveau plan de paix.

Quel est donc ce plan de paix ?

Dans la soirée du 6 novembre, alors qu'il se trouvait au Caire où se poursuivaient les difficiles négociations de

réconciliation entre le Fatah et le Hamas, le président palestinien Mahmoud Abbas a été invité à se rendre à Riyad. Abbas s'est entretenu avec le jeune prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), dont l'ambition aventureuse et la poigne réformatrice - mais bien peu démocratique - sont en train de bouleverser les rapports de force dans la région.

Mahmoud Abbas n'a pas fait de compte-rendu public de ses conversations avec « *MBS* ». Mais en recoupant les confidences des cinq membres de sa délégation et les informations réunies ensuite par des diplomates, voici les grandes lignes du « *plan de paix* » avancé par le prince héritier et rejeté, après une discussion beaucoup plus longue que prévu, par Mahmoud Abbas.

Que propose-t-il ? Un État palestinien composé de plusieurs fragments de la Cisjordanie, sans continuité territoriale, et une souveraineté limitée des Palestiniens sur leur propre territoire. La majorité des colonies actuelles de Cisjordanie restent en place, sous contrôle israélien. Jérusalem devient la capitale d'Israël mais pas celle de l'État palestinien éparpillé, qui pourrait être installée à Abou Dis, une agglomération de l'est de Jérusalem, mais isolée de la ville par le mur de séparation. Autre disposition du plan : aucun droit au retour, même symbolique, ne sera reconnu aux réfugiés palestiniens et à leurs descendants.

Ce plan n'a plus **rien à voir avec « l'Initiative de paix arabe »** de mars 2002, présentée par l'Arabie saoudite, qui offrait une normalisation des relations entre Israël et ses voisins arabes en échange d'un retrait total d'Israël des territoires occupés en 1967. **Il est même plus désavantageux pour les Palestiniens que toutes les propositions mises en discussion par Israël depuis deux décennies !** « *Jamais les Américains n'étaient allés aussi loin, dans le déséquilibre en faveur d'Israël, dit un proche du président palestinien. Et l'extraordinaire est qu'ils avancent un tel plan avec l'aval et la collaboration active de l'Arabie saoudite.* » (NDLR : souligné par nous)

Ce projet d'accord a été préparé en secret depuis des mois par deux des plus proches conseillers de Donald Trump :

son gendre Jared Kushner et son émissaire pour le Proche-Orient, Jason Greenblatt. Les deux hommes sont personnellement impliqués dans la politique israélienne de colonisation et liés à la droite nationaliste israélienne. Un tel plan piétine les principales résolutions des Nations Unies sur la question israélo-palestinienne. Il est clairement inacceptable pour Mahmoud Abbas.

Pour tenter d'assouplir la position de son interlocuteur, Mohammed ben Salmane a presque tout tenté, maniant la carotte et le bâton. D'abord en proposant de financer un soutien massif à l'économie de cette Palestine « indépendante ». Puis en menaçant de cesser toute aide financière à l'Autorité palestinienne, depuis longtemps sous perfusion internationale. Enfin, en laissant filtrer la rumeur selon laquelle Mohammed Dahlan, l'ennemi n°1 d'Abbas à qui il rêve de succéder, avait quitté son exil doré des Émirats arabes unis, où il vit depuis 2011, pour se rendre à Riyad en même temps que Mahmoud Abbas. Comme si le jeune prince saoudien voulait faire comprendre au vieux président palestinien que la relève est prête au cas où il se montrerait trop obstiné.

Devant le trouble d'une partie du monde arabe face à ces propositions qui paraissent dictées par Israël, Riyad a commencé à reculer en désordre, expliquant que le royaume que ce n'est pas son plan. C'est donc de Washington que sont venues les nouvelles pressions sur Abbas. (NDLR : souligné par nous). Dans un premier temps, l'administration américaine annonce, le 18 novembre, qu'elle a décidé de ne pas renouveler l'autorisation, renouvelable tous les six mois, donnée à l'OLP dans les années 1980, d'avoir une représentation à Washington.

Officiellement, il s'agit de **dissuader les Palestiniens de demander à la Cour pénale internationale (CPI)** - que les États-Unis comme Israël ne reconnaissent pas - l'ouverture d'une enquête sur l'implication des responsables israéliens dans la colonisation, contraire au droit international. Au bout d'une semaine, après que les Palestiniens ont annoncé qu'ils suspendraient toutes leurs communications avec l'administration américaine, celle-ci fait volte-face et annonce que le bureau de l'OLP restera ouvert.

La deuxième tentative de pression diplomatique publique a eu lieu la semaine dernière, lorsque Donald Trump a annoncé qu'il envisageait, comme il l'avait promis pendant sa campagne électorale, de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à

Jérusalem. Ce transfert confirmé ce mercredi est maintenant présenté comme la conséquence logique de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le destin de Jérusalem, qui constituait dans le plan de partage de 1947 un « *corpus separatum* » sous régime international spécial, à côté des États juif et arabe à venir, devait être débattu lors des négociations sur le statut permanent prévues par les accords d'Oslo et qui n'ont jamais eu lieu. La reconnaissance américaine de la ville comme capitale israélienne est une approbation de l'annexion unilatérale de la ville, proclamée officiellement en 1980, à l'initiative de Menahem Begin, « *capitale réunifiée de l'État d'Israël* ». En violation, toujours impunie, du droit international.

La peur de l'Iran, clé du rapprochement saoudo-israélien

Pourquoi cette soudaine alliance de fait entre l'Arabie saoudite et Israël pour un plan de paix américain? Pourquoi ces concessions sans précédent des États-Unis à Israël ? La clé est dans l'inédite convergence saoudo-israélo-américaine contre l'Iran. Pour le gouvernement israélien, l'Iran, on le sait, est un ennemi mortel, une « *menace existentielle* ». C'est ce que répétait le premier ministre israélien en invoquant le risque de production par Téhéran d'une bombe atomique.

La signature, en juillet 2015, entre Téhéran et les « 5 + 1 », de l'accord historique sur la démilitarisation du nucléaire iranien, n'a pas rassuré Netanyahu. Il n'a cessé de dénoncer la duplicité de l'Iran et la naïveté des autres signataires. Et cela, malgré le respect scrupuleux, jusqu'alors, par Téhéran des dispositions de contrôle imposées par l'accord. Il faut ajouter à cette panique nucléaire, réelle ou feinte, l'aide en argent et en armes fournie par Téhéran au Hamas, le soutien iranien direct au Hezbollah dont les nouveaux missiles pourraient, depuis le Sud-Liban, frapper Tel-Aviv, et surtout le rôle décisif joué en Syrie, aux côtés des Russes, par l'Iran et ses milices.

La décision iranienne d'aménager au moins deux bases militaires permanentes en Syrie, au sud de Damas, donc proches de la frontière nord d'Israël, est considérée par Tsahal comme une ligne rouge. L'une des deux au moins a déjà été frappée par les avions israéliens.

Netanyahu et ses conseillers ont cherché et trouvé un allié régional

contre Téhéran : l'Arabie saoudite. Qu'importe s'il s'agit d'une monarchie absolue gouvernée par la charia, qui a financé l'expansion de l'islam intégriste depuis des décennies. Ou si c'est le pays qui a vu naître Oussama Ben Laden et 15 des 19 pirates de l'air kamikazes du 11 septembre 2001.

Il se trouve que cette **aversion historique d'Israël pour l'Iran** a rencontré, du côté saoudien, la prétention farouche de Mohammed ben Salmane de conserver au royaume wahhabite l'autorité régionale que Téhéran paraissait menacer. Avant même sa désignation comme prince héritier, en juin dernier, « *MBS* » avait montré sa volonté de contrer les ambitions régionales prêtées à l'Iran en prenant la tête, en mars 2015, comme ministre de la défense du royaume, d'une coalition arabe sunnite contre la rébellion houthiste du Yémen, inspirée par un mouvement religieux proche du chiisme, et accusée d'être soutenue par Téhéran.

C'est toujours avec pour objectif de faire barrage à l'influence iranienne que Riyad, suivi par une coalition d'alliés et d'obligés sunnites, a décidé en juin dernier de placer en quarantaine le Qatar, pourtant irréprochablement wahhabite, mais bien disposé à l'égard des Frères musulmans, et surtout accusé d'entretenir des relations trop proches avec son voisin iranien, partenaire de Doha dans l'exploitation d'un énorme gisement de gaz sous les eaux du golfe Arabo-Persique.

La volonté, de la part d'un prince wahhabite, de contenir l'influence du chiisme de la République islamique n'explique pourtant pas seule l'offensive diplomatique massive de Riyad contre Téhéran.

L'influence majeure de l'Iran en Irak, où la majorité chiite est au pouvoir depuis la chute du régime de Saddam Hussein, le rôle décisif des combattants iraniens et de leurs milices dans le **rétablissement militaire de Bachar al-Assad**, indiquent, aux yeux des Saoudiens, qu'une nouvelle donne stratégique régionale est en train de se mettre en place : un couloir chiite existe désormais, depuis Téhéran jusqu'au Liban, en passant par Bagdad et Damas, au cœur du monde sunnite. Et la signature par Téhéran de l'accord nucléaire international, qui semblait sceller le retour de l'Iran dans le concert des nations respectables, n'est pas jugée plus rassurante tant par les Saoudiens que par les Israéliens. Pour des raisons différentes.

À Riyad, on a surtout calculé que la levée des sanctions contre l'Iran allait permettre à la République islamique de récupérer près de 135 milliards d'euros

d'avoir bloqués à l'étranger. Un pactole qui pourrait, selon les dirigeants saoudiens, être affecté au soutien des milices chiites et au développement des capacités militaires de Bagdad. Ainsi s'explique largement l'**ouverture diplomatique** désormais publique de l'Arabie saoudite en direction d'Israël. Initiative symbolisée par l'interview, il y a trois semaines, du général Gadi Eizenkot, chef d'état-major de l'armée israélienne, au site d'information saoudien Elaph. Interview dans laquelle il a rappelé que les deux pays ne s'étaient « *jamais combattus* » et où il s'est déclaré prêt « *à partager des informations* » avec l'Arabie saoudite pour freiner l'influence iranienne dans la région.

De telles dispositions de part et d'autre ne pouvaient qu'enchanter la Maison Blanche. D'abord parce que les « *administrations américaines, quelles qu'elles soient, n'ont jamais pu se débarrasser du traumatisme créé par l'interminable crise des otages retenus dans l'ambassade américaine de Téhéran de 1979 à 1981* », comme l'explique Philip Golub, professeur de relations internationales à l'Université américaine de Paris. Voir les deux meilleurs alliés des États-Unis au Proche-Orient se rapprocher pour affronter à leur côté le « *grand Satan* » iranien est un changement de donne providentiel.

Jared Kushner a noué des relations amicales avec le jeune prince héritier saoudien, de quatre ans son cadet. Il entend faire progresser l'accord israélo-palestinien annoncé par son beau-père, et préparé par ses soins, sans nuire aux intérêts de ses interlocuteurs israéliens : pour cela, bénéficier de l'appui saoudien pour vaincre les résistances palestiniennes est une carte maîtresse. Mais le « *risque Trump* » demeure : l'initiative de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale israélienne peut détruire cette soudaine union Arabie saoudite-Israël et ressouder le monde arabe. Sauf à ce que le statut de Jérusalem ainsi bouleversé devienne un élément de négociations pour faire plier les Palestiniens. Réponse dans les prochaines semaines.

(1) : est un journaliste et humanitaire français. Après avoir longtemps travaillé à l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, dont il a été chef du service « *Monde* » pendant plus de dix ans, il écrit maintenant pour le site web d'information *Mediapart*.

https://www.mediapart.fr/journal/international/061217/un-coup-de-force-et-une-alliance-inédite-entre-usa-israel-et-arabie-saoudite?utm_source=article_offert&utm_medium=email&utm_campaign=TRANSAC&utm_content=&utm_term=&xts=&xtr=EPR-1013-%5Barticle-offert%5D&xtloc=&url=&M_BT=34196486248

JÉRUSALEM, 50 ans entre le désespoir et l'espoir

par Nora CARMi (1)



Cinquante ans après, je ne comprends toujours pas comment cela s'est passé. Le monde entier a

soutenu une conquête inexplicable sans pouvoir appliquer les résolutions internationales pour restaurer à Jérusalem son statut de ville ouverte, qui rassemble tous ses enfants sous ses ailes ?

C'EST le ronronnement des avions volant très bas et la voix des voisins qui me réveillent le lundi 5 Juin 1967. Rapidement, je tourne la radio pour entendre : une force aérienne israélienne attaque et bombarde l'Égypte. « *La guerre des six jours* » a éclaté et les différentes stations annoncent des nouvelles très variées... Le Moyen-Orient y compris la Jordanie, la Syrie et la Palestine en paient le prix. Défaite égyptienne. L'occupation" totale (les 22 %) restant de la Palestine historique devient une triste réalité. Quelques jours plus tard, Jérusalem-Est capturée et la vue de soldats israéliens qui stationnent devant les portes de la vieille ville ne me quittera jamais !

Mes parents, qui avaient tout perdu (maison, pharmacie, propriété), en 1948, étaient devenus « *absents présents* », des réfugiés à Jérusalem-Est. Après le choc de l'occupation, une lueur d'espoir jaillit dans leur esprit : peut-on retourner à Baka, Jérusalem-Ouest et réclamer ses droits ? Très tôt, l'euphorie et l'espoir se sont dissipés. La victoire inattendue d'Israël - même pour les Israéliens - pousse les vainqueurs orgueilleux à agir rapidement pour établir des faits irréversibles, en dépit des résolutions internationales qui considèrent Jérusalem aussi un territoire occupé ! Ilan Pappé, l'historien Juif, auteur du livre « *The biggest prison on earth* » (La plus grande prison sur terre) explique qu'il faut nommer les événements par leur propre nom. Colonisation et non pas

Occupation car une occupation prend fin, mais la colonisation qui a débuté au 19ème siècle est permanente !

Alors commence une série de mesures opprimantes, bien étudiées et systématiques

D'abord l'évacuation de la population du quartier maghrébin et la destruction totale de maisons proches du mur des lamentations pour vider l'entrée au Kotel, (qui pourrait ou non être le reste du second Temple détruit en l'an 70). Les habitants, mis hors de leurs demeures, sont transférés à Chou'fat, hors de la vieille ville et, ainsi, une nouvelle vague de réfugiés internes est créée. Ces réfugiés sont considérés comme des « *résidents permanents* », mais ne jouissent pas de leurs droits et ne profitent pas des services de la municipalité de Jérusalem. Un coin pour le trafic de drogues et de désespoir ! Couvre-feu, points de contrôle, un système de permis même pour aller prier, confiscations, construction de colonies, lois de séparation, division des familles, révocation de cartes d'identité, arrestations, emprisonnements, et un mur au milieu et autour de Jérusalem : tous des actes illégaux pour pousser les Palesti-



Fouille d'un Jérusalémite par des soldats israéliens

niens de Jérusalem (dont le nombre ne doit pas être plus de 30%) à abandonner le camp. Il ne faut pas oublier, les punitions collectives, le contrôle de l'éducation et des Lieux Saints, la mort de nombreux êtres humains. Un monopole juif sur une ville soit disant importante pour les trois monothéismes, mais qui, aujourd'hui, a un visage et la caractéristique d'un Etat raciste, dit "démocratique", qui considère Jérusalem comme la "capitale éternelle du peuple Juif." ! Alors, où sont les résolutions 242 et 334 de l'Assemblée générale de L'ONU et la promesse d'un Etat palestinien ? Un partage équitable de Jérusalem ? Où est le pouvoir de la communauté internationale qui oeuvre pour une juste paix ? Selon un chercheur israélien, c'est un "nettoyage ethnique" sans armes !

Comme en 1948, les Palestiniens (niennes), né(e)s dans le pays, mais qui étaient dehors lors de cette invasion, pour des raisons d'éducation ou de voyage d'affaires, ont perdu leurs droits. Ainsi, ma soeur Sona, qui est devenue une citoyenne française après son mariage à Paris.

(...) Comment réagissent les Palestiniens après 50 ans d'humiliation et de souffrance ?

Comment résister contre l'injustice quand on n'a pas le droit de se dire "Palestiniens" ; de jouir de notre drapeau comme les autres nations ; quand on peut être jeté en prison pour porter un blouson avec des couleurs noir, blanc, vert et rouge ; quand on ne peut pas chanter son hymne national ; quand l'Etat impose une allégeance à la déclaration de l'Etat juif dans certaines écoles ; où il n'y a pas assez de classes pour les élèves, et même les livres ont plusieurs pages vides, censurées et coupées pour effacer tout signe d'un peuple avec héritage, culture, racines et patrimoine ? Une résistance pour combattre l'injustice est un droit universel légal et, pour les croyants, une responsabilité basée sur les piliers de notre foi. Même une résistance armée (en dernier recours) est admise.

Les Palestiniens ont tout essayé et, comme le dit l'anthropologue, historien juif Avi Shlaim, les attaques suicidaires (kamikazes) des Palestiniens ne représentaient que 3 % de leur lutte non-violente pendant des décennies. Les grèves régulières ; les fermetures de magasins et écoles et un système de défi discipline (la ville de Beit Sahour en 1989 fait grève de l'impôt, d'où une repression féroce des

Israéliens) ; deux intifada en 1987 et en 2000 ; tout cela accompagné par les efforts d'un processus interminable de paix depuis 1993 ; les rencontres intra et interreligieuses ; les activités conjointes des Palestiniens, Israéliens et Internationaux ; un essai de reconstruire les maisons démolies ; le soutien aux familles de prisonniers. La liste est longue de jets de pierres, pneus brûlés, confrontations à la sortie des écoles.

Tous des gestes qui crient non, nous n'acceptons pas l'humiliation.

La force des Jérusalémites palestiniens est dans leur unité ; la tenacité de survivre chaque jour ; de continuer à résister en restant ancrés sur leur terre ; en insistant à survivre malgré tout. "Sumood" est le mot en Arabe qui décrit la détermination, la résilience, la patience et la volonté de poursuivre sports, arts, littératures et danses. Quand la police israélienne essaie d'envahir un centre d'activités, nous avons toujours un second plan avec l'assistance d'organisations diplomatiques. Nos enfants font partie des orchestres, de troupe de danse "dabke", des équipes de foot, de karaté, des scouts et nous sommes des artistes aussi. Nous ne sommes pas moins que nos frères et soeurs dans le monde, même si notre enfance a été volée et violée. La réponse militaire est toujours plus violente, et le nombre de nos jeunes martyrs et prisonniers torturés fait preuve de vrai terrorisme dans la région.

Deux exemples de résistance non-violente organisée par Sabeel – le Centre de théologie palestinienne de libération -. En 1996, pour protester contre l'ouverture d'un tunnel souterrain au-dessous du Haram El Sharif, qui lie "la Voie douloureuse" et "le mur de lamentations", et à la suite de confrontations et la mort de plusieurs jeunes palestiniens, plus de mille personnalités politiques, diplomatiques et religieuses se sont rassemblées à l'église St. Anne, chez les Pères Blancs et ont marché dans les ruelles étroites avec des bougies et en silence (les prières étant faites dans l'église), alors que l'armée attendait un faux pas pour utiliser les armes. Victoire avec danger de dépasser le désespoir et une lueur d'espoir ! A chaque occasion des services écuméniques des prières sont organisées chez les prêtres dominicains à l'Ecole biblique en présence de personnalités qui peuvent témoigner auprès de leur gouvernement.

Sauvegarder le Haram El Sharif

Le plus grand exemple d'espoir aujourd'hui est la lutte de sauvegarde du Haram el Sharif en Octobre 2017. Pendant 14 jours où l'Etat israélien essaya de barrer l'entrée aux musulmans, excepté à travers des postes électriques contrôlés par des soldats, alors que les colons religieux se baladaient à leur gré ! Les musulmans de Jérusalem décidèrent de prier dans la rue et refusèrent de se soumettre à un contrôle inacceptable (malheureusement, ce contrôle existe à Hebron et en moins strict, à l'entrée de l'esplanade du temple.) La communauté chrétienne se joignit, et des croyants de la Cisjordanie et de la Galilée, en Israël, arriveront pour montrer la force de la résistance populaire, qui, en fin de compte, réussit à faire pression sur le gouvernement d'Israël et à marquer une victoire légitime pour les croyants.

(1) Arménienne, palestinienne et chrétienne, née à Jérusalem, Palestine, j'ai grandi à Jérusalem, Jordanie, et depuis 1967, je suis une résidente permanente (pas une citoyenne) de Jérusalem occupée par Israël. Je vis dans ma ville entre désespoir et espoir, en entendant la voix du Sauveur qui pleura sur Jérusalem, car nous ne savons pas ce dont on a besoin pour une paix. Il me semble que même aujourd'hui j'entend ses pleurs et sa voix qui nous appelle, comme Odans Luc 19: 42

ONU : Mahmoud Abbas demande la fin de « l'apartheid » en Palestine

(Extraits)

« Nous avons la responsabilité et vous avez la responsabilité de mettre fin à l'apartheid en Palestine », a-t-il déclaré à ses pairs dans l'hémicycle onusien. « Si la solution à deux États devait être détruite » par la persistance de cet « apartheid », « ce serait un échec » et « nous n'aurions pas d'autre choix que de poursuivre notre lutte » pour la fin de l'occupation israélienne, a-t-il insisté dans son discours.

Le dirigeant palestinien s'exprimait au lendemain de l'allocution du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui n'a pas fait mention une seule fois de la solution à deux États. Mahmoud Abbas a de son côté appelé l'Assemblée générale à « préserver » cette solution, « aujourd'hui en danger », pour « sauver et promouvoir les chances de parvenir à la paix ».

21 septembre 2017, par Jeune Afrique avec AFP

JÉRUSALEM, en quête d'inclusion et de tolérance

Par Hind Khoury⁽¹⁾

1. Introduction:

100 ANS ont passé depuis que la Grande-Bretagne a promis aux Juifs un foyer en Palestine, à travers la Déclaration Balfour qui a dénié aux Palestiniens non juifs, les chrétiens et les musulmans, leurs droits politiques. Cette promesse fut faite sur l'hypothèse que les Juifs du monde entier seraient au 20ème siècle les propriétaires légitimes de cette terre, sur la base du récit biblique. Cette Déclaration fut adoptée comme une partie du protocole de paix de San Remo signé par les puissances à la suite de la première guerre mondiale.



Cette année marque également les 70 ans du plan de partage, par la résolution 181 de l'AG des Nations Unies, qui a conduit à la NAKBA de 1948, c'est à dire la catastrophe pour le peuple palestinien, dont les 3/4, les chrétiens et les musulmans, ont été expulsés de leurs maisons, dans le but d'établir un État juif, sans jamais être autorisés à rentrer. Jérusalem-Ouest a été complètement nettoyée de sa population palestinienne qui s'est retrouvée réfugiée à Jérusalem-Est ou ailleurs.

Après 50 ans d'une occupation qui a commencé après la guerre de 1967, Jérusalem continue de représenter un microcosme témoignant en long et en large d'une occupation illégale et de l'oppression continue du peuple palestinien, en particulier dans sa capitale. Cette oppression et cette soumission incluent la poursuite de politiques de nettoyage ethnique dans les territoires occupés et en particulier à Jérusalem-Est, tout cela contrevenant au droit international, y compris à la Convention de Genève et à la Convention contre l'apartheid.

Dans ce processus, non seulement la présence des Palestiniens dans leur ville est compromise, mais aussi la capacité de gouvernance palestinienne.

En 2003, la feuille de route, selon la résolution 1515 du Conseil de sécurité des Nations Unies, appelait à la réouverture des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, fermées par les autorités israéliennes en 2001, y compris la Maison d'Orient, siège de l'OLP à Jérusalem. Israël continue de s'assurer que ces institutions soient complètement fermées, non opérationnelles. Israël a détenu et continue d'incarcérer des dirigeants palesti-

niens de la ville, des membres des conseils législatifs, des dirigeants des partis politiques, des activistes qui résistent aux mesures d'occupation, y compris des enfants et des femmes, la plupart sans procédure judiciaire. Alors que j'étais ministre de l'Autorité Palestinienne en charge de Jérusalem en 2005/2006, je pouvais travailler dans la ville pour servir le peuple, résoudre ses problèmes par des moyens légaux et financiers, mais aussi défendre les droits légaux et naturels palestiniens, dans leur ville occupée. Depuis lors, la présence officielle est devenue beaucoup plus difficile avec les gouvernements israéliens successifs.

Israël poursuit son expansion rampante des colonies pour étouffer la présence palestinienne en faveur de la démographie juive. Les Palestiniens sont non seulement privés de leurs droits fondamentaux, mais ils sont également criminalisés et présentés au monde comme des terroristes pour avoir résisté à l'injustice prolongée et croissante de l'occupation, de l'oppression et de l'expulsion.

2. La situation actuelle : un constat de la réalité

JÉRUSALEM-EST MISE EN AVANT DANS LES ACTUALITÉS :

A - Ces jours-ci, le président américain pourrait déclarer que Jérusalem-Est la capitale d'Israël, en violation des politiques américaines et du droit international. Montrant encore une fois le pouvoir des forces pro-israéliennes

aux États-Unis. Bien que le Congrès américain ait adopté cette décision il y a des années, les présidents américains successifs ont différé toute action à ce sujet.

B - En décembre dernier, le CSNU a adopté la résolution 2334. Elle confirmait que les colonies n'avaient aucune validité juridique, constituait une violation flagrante du droit international et demandait qu'Israël cesse toute activité de colonisation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Israël a furieusement répondu qu'une telle résolution opposait un veto à une paix possible, et qu'elle condamnait Israël pour avoir construit des maisons sur la «terre d'Israël», niant ses «droits éternels» à Jérusalem. Cette utilisation flagrante de références bibliques pour justifier un État-nation moderne alimente un conflit religieux dans la région.

C - En 2016, l'UNESCO a adopté une résolution sur Jérusalem. Elle a réaffirmé l'importance de Jérusalem pour le christianisme, le judaïsme et l'islam. Elle demande de respecter le statu quo de ses sites religieux, y compris la mosquée Al Aqsa et l'ensemble du Dôme du Rocher, à savoir les Saints Sanctuaires. Israël était furieux, disant que la résolution déniait les liens juifs avec les Lieux Saints, en supposant à nouveau que l'idéologie religieuse l'emporte sur le droit international.

D - A la mi-septembre 2016, les États-Unis ont décidé d'un paquet d'aide militaire à Israël pour un montant de 38 milliards de dollars sur dix ans, le plus important de l'histoire américaine. L'accord encourage clairement Israël à continuer de mener des politiques agressives et bellicistes.

E - De la violence éclate occasionnellement, récemment par des violences palestiniennes individuelles en réaction à l'occupation et à la violence des forces israéliennes qui utilisent régulièrement des exécutions extrajudiciaires ciblées et des punitions collectives de Palestiniens dans leur ville occupée.

F - La résistance palestinienne à l'occupation a été dans une large mesure non violente ; le dernier exemple massif s'est produit l'été dernier lorsque les manifestations en prière dans toutes les rues de Jérusalem

ont fait arrêter les mesures israéliennes pour contrôler tout accès aux saints sanctuaires.

JÉRUSALEM: SUR LE TERRAIN, L'INJUSTICE DURE

Jérusalem-Est et Jérusalem-Ouest souffrent d'une disparité extrêmement dramatique entre leurs divers groupes démographiques, avec environ 80% de pauvreté parmi sa population palestinienne. Les Palestiniens ne sont pas acteurs dans leur ville, ils n'ont aucun droit politique et refusent de participer aux élections municipales pour éviter la reconnaissance de l'occupation et le déni de leurs droits politiques et de leur droit à l'autodétermination.

Jérusalem-Est a été progressivement et complètement isolée de son extension naturelle et organique en Cisjordanie depuis son annexion par Israël en 1967. Ceci a été encore concrétisé par un mur de béton, deux fois la hauteur du mur de Berlin, long et sinueux pour capter autant que possible de terrains non bâtis et se débarrasser du plus grand nombre possible de Palestiniens chrétiens et musulmans. Ce mur a séparé les gens de leur lieu de travail, des hôpitaux, écoles et crèches, de la vie culturelle et de lieux de culte. Il a divisé les familles et déchiré le tissu socio-économique et culturel des territoires occupés.

Jérusalem-Est fait face à des politiques dramatiques de discrimination et d'expulsion. De nombreux quartiers Palestiniens sont réduits à des zones bâties, et reflètent des réalités tenant du Moyen Age: délabrement, plein d'ordures, pas de revêtement, peuplement dense et saturé. Ils se voient refuser des services adéquats et suffisants en matière de logement, d'éducation, d'emploi, de sécurité policière, d'infrastructure, de viabilité économique, d'investissement et de croissance.

En général, alors que l'économie de la ville est en ruine, la plupart des habitants de Jérusalem trouvent du travail à Ramallah, ou d'autres parties de la Cisjordanie, ou bien émigrent pour trouver un emploi convenable à l'étranger. Beaucoup trouvent du travail en Israël, notamment les travailleurs des couches inférieures. Ceux qui se rendent en Cisjordanie doivent franchir quotidiennement le mur de l'apartheid et les points de contrôle militaires, dans des réalités kafkaïennes, comme au point de contrôle de Qalandia entre Ramallah et Jérusalem.

L'objectif central de la politique d'occupation israélienne à Jérusalem-Est de limiter ou de mieux se débarrasser de la démographie palestinienne dont le nombre, selon les Israéliens, est au taux "alarmant" de près de 40% de la population totale. En fait, la moitié de la population palestinienne de la ville en est déjà exclue, soit vivant à l'étranger, soit en Cisjordanie, ou coincée à l'extérieur du Mur d'Apartheid dans des zones anarchiques délaissées par le Mur.

Des moyens géopolitiques ont été utilisés pour limiter la démographie en pressurant les villages dans des quartiers résidentiels surpeuplés et en limitant l'accès direct.

1 - L'expansion des colonies est la plus intense dans Jérusalem-Est et a absorbé environ 300000 colons (plus que la population locale). Des colonies ont été incluses dans d'énormes blocs de peuplement (en juxtaposant quelques colonies dans un bloc pour inclure aussi beaucoup de terrain, soi-disant pour la croissance future). Ces colons sont fortement protégés par la police et des services de sécurité privés payés à partir des taxes perçues dans Jérusalem-Est. Une métropole de Jérusalem a été créée pour inclure trois énormes blocs de colonies et ajouter environ 650 km² à Jérusalem-Est aux dépens du territoire de la Cisjordanie. Par exemple, la seule colonie de Maale Adumim s'étend de Jérusalem à la Mer Morte et est trois fois plus grande que la région de Tel-Aviv.

2 - Des routes de contournement et des voies rapides ont été construites pour confiner des quartiers palestiniens, reliant les colonies avec l'Israël des frontières de 1967. Ainsi ces routes serpentent pour étrangler les quartiers palestiniens sans aucun espace de développement futur. La densité moyenne dans les quartiers palestiniens est d'environ 18 000 personnes/km². La quantité totale de terrain laissé aux Palestiniens dans Jérusalem-Est, y compris les zones bâties, s'élève à peine à 13% de la superficie de Jérusalem.

3 - Des points de contrôle militaires autour de Jérusalem-Est ont été créés comme des frontières isolant la ville du reste des territoires occupés. Les Palestiniens de Cisjordanie se voient refuser l'entrée sauf avec des permis spéciaux et difficiles à obtenir. Les couples mariés avec un partenaire de

Cisjordanie ou de Gaza ne sont pas autorisés au regroupement familial, par une loi promulguée il y a plus de 10 ans Très souvent, ces familles mixtes restent à Jérusalem-Est pour coller aux emplois mais y vivent illégalement. Leurs enfants ne peuvent pas y être officiellement enregistrés. Ainsi, environ 10 000 enfants dans la ville n'ont aucun document légal d'identité.

4 - Le Mur de l'Apartheid a été utilisé comme moyen pour isoler complètement la ville et définir des frontières qui insèrent moins de Palestiniens. Le mur a exclu un certain nombre de quartiers palestiniens qui deviennent des zones sans loi et chaotiques. Ce sont plutôt des entrepôts humains à très forte densité de population qui finiront par devenir des bidonvilles, s'ils ne le sont pas déjà.

Cette situation a attiré quelques familles à retourner dans la ville pour vivre dans un habitat dense et frugal, en particulier dans la Vieille Ville où la densité s'élève à environ 37 000 personnes au km².

Beaucoup d'autres n'ont que le choix que de vivre dans les quartiers laissés à l'extérieur du Mur. A l'entrée de Ramallah, Kufr Aqab a aujourd'hui une densité de 46 400 hab./km², alors qu'une colonie israélienne proche a une densité de 2 690 hab./km² selon une ONG locale, ARIJ.

5 - Toutes les mesures ci-dessus et bien d'autres encore ont été légalisées par le biais de législations et réglementations municipales ou étatiques, ou justifiées par des raisons de sécurité. Celles-ci ont été des moyens utiles pour entraver le développement, la fourniture de services, la création d'emplois ou la délivrance de permis de construire.

Parmi les exemples affligeants :

A - Le Camp de réfugiés de Sho'afat est à l'intérieur des frontières municipales de Jérusalem mais se trouve excavé hors la ville, exclu par le mur de l'Apartheid. C'est le domaine de 80 000 réfugiés, certains étant trois fois réfugiés depuis 1948.

Dans un article de *Haaretz*, Moshe Arens un ancien ministre de la défense en Israël a décrit la situation dans le camp comme une honte pour Israël. Il dit du camp : « C'est un taudis, sans trottoirs, sans système d'épuration

fonctionnel, sans collecte des ordures, sans services postaux, sans espaces publics, aucun parc, aucun terrain de jeu, aucune protection policière. Il est infesté de bandes criminelles en possession d'armes automatiques et il y a des malfrats vendant de la drogue aux adultes et aux enfants. »...

Il continue ainsi : « Israël avait 49 ans pour remédier à la situation des réfugiés du camp et faire de Sho'afat un quartier vivable. La police israélienne avait 49 ans pour établir la Loi et l'ordre. La municipalité de Jérusalem avait 49 ans pour y établir des services municipaux appropriés. Rien n'a été fait. Entourer cette zone par un haut mur signifiait que la population devait se débrouiller par lui-même. C'est de la négligence criminelle pour laquelle il n'y a aucune excuse. »

Alors que le camp de Sho'afat paraît une image de l'enfer, de nombreux autres quartiers insérés dans le mur de l'Apartheid et dans le centre de la ville semblent tenir du Moyen-Age, tels Eltori, Al Isawiyeh, Ras Al Amoud, Silwan et d'autres ; ils souffrent de fossés d'assainissement ouverts, d'ordures accumulées, d'une densité élevée, de constructions provisoires (vu les refus de permis de construire), du chômage et de logements très insuffisants.

B – L'insuffisance d'habitat légal a conduit à des constructions illégales sur des propriétés privées. La démolition de maisons palestiniennes est presque quotidienne. Près de 20000 foyers à Jérusalem-Est sont listés pour démolition et certains peuvent avoir déjà reçu ces ordres.

C – Régulièrement les forces de sécurité israéliennes envahissent les foyers des gens, le plus souvent au milieu de la nuit, en vue d'arrêter des jeunes et des enfants pour des accusations supposées, le plus souvent lancer des pierres ou résister à des mesures d'occupation. Ils subissent des incarcérations et des méthodes d'interrogatoire inhumaines; s'ils sont trouvés coupables, leurs maisons de famille sont souvent démolies à titre punitif. Lors d'une récente audition à la Knesset à ce sujet, il a été noté que la police agissait au-delà des limites de la Loi.

Les gens en général, et certainement les jeunes et depuis des générations maintenant, vivent dans la peur constante d'être arrêtés et emprison-

nés. Il est dit qu'un tiers de la population masculine palestinienne est passé dans les prisons israéliennes, beaucoup sont incarcérés sans inculpation légitime, sur la Loi de la détention administrative qui permet à la police d'emprisonner des personnes pendant 6 mois, souvent avec renouvellement illimité.

D - L'économie de Jérusalem-Est a été lentement détruite mais sûrement. Auparavant capitale des territoires occupés en 1967, Jérusalem-Est fournissait 30 % du PNB palestinien et se vantait d'avoir développé le commerce, les services touristiques, des centres de soins tertiaires et était le centre d'une économie de services avec les organisations locales et étrangères de la société civile et des représentations diplomatiques.

Depuis des années, tous ses secteurs économiques ont subi des régressions régulières et dramatiques, une fiscalité injuste et risquent l'effondrement.

Le droit de culte, le droit à un récit

Les lieux saints chrétiens et musulmans font face à la fureur incendiaire des colons extrémistes. La liberté de culte pour les chrétiens et les musulmans est souvent entravée en toute impunité. Le Dôme du Rocher est souvent envahi par des colons extrémistes qui enflamment des réactions de colère, attisent les passions religieuses et ainsi transforment le conflit en un conflit religieux.

Les Palestiniens chrétiens de l'extérieur de la ville n'ont pas accès aux lieux saints sauf à Noël. Durant la Semaine Sainte, une semaine de célébrations importantes menant au dimanche de Pâques, la Vieille Ville leur est fermée, cela depuis 2005.

L'intransigeance des colons juifs et leurs crimes contre la population locale continuent, impunément aussi. À l'été 2014, un jeune garçon de 15 ans du quartier de Sho'afat a été enlevé par des colons, forcé à boire du kérosène pour être brûlé vif dans une forêt de Jérusalem. Encore une fois avec une conséquence juridique minime. Les Palestiniens demandent toujours que les maisons de ces terroristes juifs soient aussi démolies, comme selon les punitions imposées régulièrement aux familles palestiniennes.

En fait, ces descriptions ne sont qu'un pâle reflet de la réalité de l'occupation de Jérusalem-Est. Beaucoup de crimes et de griefs n'émergent pas dans les actualités. Ils peuvent être dénoncés ou regrettés par les gouvernements étrangers, mais guère plus que cela. Cette réalité a été observée et signalée par toutes les grandes organisations internationales, et par l'Union Européenne, les Nations Unies et d'autres, mais l'essentiel est que ces abus criminels continuent sans cesse et en toute impunité.

3. En retournant du présent au passé, je voudrais demander comment cette occupation s'est maintenue pendant plus de 50 ans ?

Cela peut sans doute être résumé au mieux en citant le journaliste israélien, Gideon Levy.

Dans son allocution à la Conférence du Compte-rendu de Washington l'an dernier, il a expliqué les raisons qui soutiennent l'occupation. Il dit que la stratégie israélienne s'articule autour de concepts d'orientation clé tels que, les Juifs sont le peuple élu, l'histoire de l'antisémitisme européen qui a culminé par l'Holocauste, et aussi en déshumanisant les Palestiniens et faisant en sorte qu'ils soient identifiés avec le terrorisme mondial. Les grands médias et d'autres moyens de la communication et de la diplomatie servent à intérioriser et à institutionnaliser ces concepts.

D'autre part, alors que les horizons de paix paraissent si sombres, il est raisonnable d'affirmer que l'avenir de Jérusalem ne peut résider que dans le respect de nos valeurs humaines universelles partagées et dans la défense de nos progrès humains, notamment la gouvernance internationale. C'est seulement par le respect et l'application du droit international que cette injustice peut être corrigée. Cela va aussi exiger de séparer effectivement les questions concernant l'état et les questions de religion, y compris et surtout à Jérusalem.

2 décembre 2017

Traduction de l'anglais par Bernard Cornut
membre du CA du CVPR PO

(1) Ancienne déléguée générale de
Palestine en France.



La campagne BDS en France et dans le monde

La campagne "*Boycott, Désinvestissement Sanctions*" trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société civile palestinienne, en vue d'imposer de larges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement.

Elle a essentiellement pour but de faire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les trois exigences indissociables du peuple palestinien :

1/ *Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terres.*

2/ *Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.*

3/ *Droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.*

Dans une résolution historique, le Parti démocrate de Californie dénonce le soutien américain à l'occupation israélienne



Le Parti démocrate de Californie vient d'adopter, lors d'une convention nationale tenue du 19 au 21 mai 2017 à Sacramento, une résolution historique. Celle-ci commence par déplorer que par le passé, les différentes administrations états-uniennes n'aient rien fait, mis à part quelques simagrées épisodiques, pour « prendre des mesures concrètes afin de changer le statu quo et d'enclencher un processus de paix véritable » en Israël-Palestine.

LA résolution invite en conséquence les Démocrates à favoriser « une politique des Etats-Unis qui travaillerait avec les Nations Unies et d'autres organismes internationaux, ainsi qu'avec Israël et les représentants du peuple palestinien, visant à mettre en place une paix juste fondée sur une égalité et une sécurité pleines et entières pour les Juifs Israéliens et les Palestiniens aussi

bien, ainsi que sur les droits de l'homme et le droit international ».

La résolution prolonge ainsi de manière significative les mots de Bernie Sanders prononcés en 2016 : « La paix signifie aussi la sécurité pour chaque Palestinien. Elle signifie l'auto-détermination, les droits civiques et une situation économique viable pour le peuple palestinien ».

De même, la résolution combat explicitement les tentatives israéliennes pour criminaliser le débat sur le Proche-Orient en entravant la liberté civile et académique de critiquer la politique israélienne. Le Parti Démocrate de Californie, dorénavant, « rejette toute tentative pour restreindre ou décourager un discours public et ouvert sur des questions touchant à Israël et à la Palestine ; il désavoue la confusion entretenue entre la critique de la politique d'un pays et la haine de son peuple ; il condamne toute introduction d'éléments de langage antisémites ou islamophobes dans le débat ; il s'oppose à toute tentative pour restreindre ou pénaliser quiconque exerçant son droit d'exprimer ses opinions en recourant à l'action non-violente pour influencer sur le cours des choses ».

27 mai | AURDIP

Voir : <http://www.ujfp.org/spip.php.article5666>

AIR CANADA résilie son contrat principal avec Israël Aerospace Industries

Le 1er novembre 2017, la direction d'Air Canada a fait savoir par écrit que le contrat de 5 ans avec Israël Aerospace Industries Bedek Group, pour la maintenance lourde de ses biréacteurs B767, avait été résilié. Ce contrat, estimé à des dizaines de millions de dollars, devait durer jusqu'en mars 2019.



AIR Canada n'a présenté aucune raison pour abandonner le contrat, sauf pour dire que cela était dû à une pratique consistant à examiner ces « *arrangements de façon régulière* » avec tous les fournisseurs de services. Air Canada a également affirmé dans sa lettre que ce processus s'était déroulé au début de 2017 et que le contrat avait été transféré à « *un autre fournisseur en Amérique du Nord* ».

Cependant, il faut souligner que cette nouvelle information n'a été publiée qu'après le lancement de la campagne et qu'elle a reçu un soutien croissant tant au Canada qu'à l'étranger. Les syndicats représentant des centaines de milliers de membres (et leurs familles) ont adhéré à la nouvelle lettre ouverte, tout comme des groupes dans d'autres pays, de la Norvège à l'Australie en passant par la France et l'Irlande. La lettre ouverte était une version abrégée d'une lettre officielle antérieure à Air Canada, envoyée quatre mois plus tôt, qui n'avait reçu ni accusé de réception ni réponse.

Air Canada a également déclaré dans sa lettre qu'elle avait encore un contrat plus petit avec IAI où « *conformément aux règlements de sécurité internationaux qui s'appliquent à tous les transporteurs, Bedek fournit un ingénieur aéronautique certifié pour effectuer un contrôle qui est requis sur les avions avant le départ de vols de retour réguliers au Canada* ». Toutefois, ils ont noté que si des problèmes de fond sont décelés lors de ce contrôle, Air Canada envoie ses

propres employés pour effectuer le travail. Ils n'ont pas abordé la question des produits alimentaires Sabra faisant partie du menu à bord de certains vols.

Cependant, la Coalition canadienne BDS est heureuse que l'élément le plus significatif, c'est-à-dire, la participation d'Air Canada à Israël Aerospace Industries soit terminée. Compte tenu de la publicité récente que l'IAI a reçue dans la presse internationale au cours des derniers mois, il n'est pas surprenant que toute entreprise veuille se distancer d'un tel partenaire. Premièrement, nous avons entendu parler d'une filiale d'IAI participer à la construction du mur frontalier américano-mexicain. La semaine dernière, la presse israélienne a indiqué que l'IAI était l'une des 190 entreprises figurant sur la liste noire

des Nations Unies pour violation du droit international en commerçant dans les territoires. Même si la question de l'impartition de la maintenance est toujours en cours et que nous continuerons de faire pression sur Air Canada pour le transport des produits Sabra et de leur petit contrat avec IAI, nous estimons qu'il s'agit d'une victoire nationale importante pour la campagne. Nous remercions tous nos partisans, ici au Canada et à l'étranger, qui ont fait la différence en montrant que la justice pour les Palestiniens peut être atteinte. La volonté collective et les efforts de nos puissants mouvements pour la justice sociale ne peuvent être niés !

Voir : <http://www.france-palestine.org/AIR-CANADA-RESILIE-SON-CONTRAT-PRINCIPAL-AVEC-ISRAEL-AEROSPACE-INDUSTRIES>

LES ENSEIGNANTS DE L'UNIVERSITÉ de York boycottent les institutions universitaires israéliennes



DR

Toronto — L'association des Étudiants Contre l'Apartheid Israélien de l'Université de York (SAIA York) est fière d'annoncer que les enseignants d'Études Environnementales (FES) de la troisième plus importante université du Canada ont boycotté l'Institut Arava d'Études Environnementales (AIES), une institution académique israélienne. Ce geste est une victoire majeure pour le mouvement de Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), étant donné que FES est ainsi le premier corps professoral du Canada à honorer l'appel de la société civile palestinienne pour « *le boycott académique des institutions académiques israéliennes complices* ».

LE 26 octobre 2017, le FES a boycotté cette institution après le vote d'une motion du Conseil des Professeurs du FES de non renouvellement d'un partenariat de longue date entre le FES et l'AIES.

La motion, présentée par SAIA de York, a obtenu quinze pour, sept contre et une abstention. Alors que l'AIES a fait sa propre promotion comme institution agissant pour la paix et la coopération environnementale, la motion a condamné l'AIES comme institution ayant « une histoire d'injustices en greenwashing (écoblanchiment ou verdissement) et de nuisances environnementales » perpétrées par le gouvernement israélien. L'AIES est financée par le Fonds National Juif (FNJ). AIES a aussi des partenariats officiels avec le FNJ depuis 2002.

En tant qu'association israélienne para gouvernementale le FNJ a joué un rôle déterminant en faisant avancer le projet colonial d'Israël depuis plus de 100 ans. Ce projet a non seulement eut des effets dévastateurs sur le peuple palestinien indigène, mais il a aussi dévasté l'environnement. Pourtant, l'AIES se vante de ce parte-

nariat sur son site web, louant « le cœur et l'action » du FNJ et ses « innovations écologiques ». Sur son site internet, Arava omet à point nommé l'héritage colonial du FNJ, qui sert à normaliser et à blanchir l'organisation et, par extension, l'histoire coloniale d'Israël.

L'AIES a aussi démarré en 1996, comme un des programmes people-to-people (P2P) apparus à ce moment-là, qui se comptent par centaines. Les programmes P2P étaient fondés sur « des activités de coopération entre Israéliens et Palestiniens pour promouvoir la paix ». Ces programmes ont cependant échoué à créer la paix, au cours des vingt dernières années, parce qu'ils n'ont pas cherché à mettre fin à l'oppression du peuple palestinien par Israël. Ils ont plutôt perpétué l'oppression israélienne.

En encourageant la « coexistence » davantage que la « co résistance » contre Israël. En encourageant la coexistence et la coopération environnementale, sans reconnaître le rôle oppressif d'Israël et le besoin de résister contre cette oppression, Arava a servi à normaliser et à verdir l'oppression israélienne.

En boycottant l'AIES, le FES a pris une position courageuse sur le côté juste de l'histoire, pour exercer une pression sur Israël et sur les organisations israéliennes complices, pour mettre fin à leurs injustices contre le peuple palestinien. Ce qui est encore plus stimulant est que le le FES a franchi ce pas historique en considérant les récentes répressions contre BDS au Canada et ailleurs. FES a choisi de rester fidèle aux sources de l'écologie qui sont radicales, pour les droits humains, et anticoloniales, et de soutenir l'engagement de l'Université de York envers la justice sociale dans la mise en œuvre du boycott académique contre Israël.

Nous espérons que cette victoire encouragera d'autres enseignants de York et d'autres institutions académiques à mettre en œuvre et soutenir le boycott académique contre Israël dans la lutte pour un monde libéré du colonialisme, de l'apartheid, de l'occupation et de la guerre, et dans la réalisation de la paix, de la justice et de l'égalité pour tous.

Traduction SF pour l'AURDIP

Voir : <http://www.aurdip.fr/les-enseignants-de-l-universite-de.html>

Israël verrouille son territoire contre les critiques

PLUSIEURS élus français PCF, FI et Verts sont les dernières victimes des interdictions d'entrée pour tout partisan du mouvement BDS. Au-delà, c'est la liberté d'expression que l'État d'Israël, de plus en plus droitisé, démantèle méthodiquement.

L'élection de Donald Trump aurait-elle enhardi le gouvernement d'extrême droite israélien ? La "seule démocratie du Moyen-Orient" a annoncé la semaine dernière qu'elle refusait l'entrée sur son territoire à sept élus français qui s'apprêtaient à rendre une visite de soutien aux prisonniers palestiniens.

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, les députés France insoumise Clémentine Autain, Danièle Obono, Michel Larive, et Muriel Ressiguier, les députés européens Pascal Durand (Verts / Alliance libre européenne) et Patrick Le Hyaric (PCF), ainsi que les maires

communistes Azzedine Taibi, Éric Roulot, et Patrice Leclerc ont par conséquent décidé de renoncer au déplacement organisé par les maires membres de l'Association pour le jumelage entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF).

Raison officielle invoquée : ces responsables politiques seraient des partisans du mouvement international Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS), qualifié d' « antisémite » et de « haineux » par ses détracteurs.

(...) En août 2016, le gouvernement a mis en place une équipe chargée de repérer les boycotteurs afin de les empêcher de voyager en Israël. Un an après, la Knesset adoptait une loi interdisant d'accorder un visa ou un titre de séjour à tout étranger défendant le boycott.

S'il s'agit de la première fois que cette disposition sanctionne des élus nationaux étrangers, le nombre d'interdictions d'entrée sur le territoire avait déjà fortement progressé. Selon

Haaretz, Israël a refusé l'année dernière 160 Britanniques, 109 Allemands, 52 Italiens, 42 Canadiens, 40 Suédois et 33 Australiens, pour la plupart militants pro-palestiniens.

Cet été, cinq Américains n'ont pu embarquer à bord de leur vol à Washington. Parmi eux, la femme rabbin Alissa Wise, membre de Jewish Voice for Peace, qui affirme ainsi être la première juive américaine à subir les effets de la loi anti BDS.

(...) Dernière en date, une loi votée en janvier interdit à Breaking the silence, l'association d'anciens militaires israéliens témoignant des violences commises dans les Territoires occupés, d'intervenir dans les écoles.

L'Association pour les droits civiques en Israël doit-elle le rappeler ? « La liberté d'expression n'est pas juste le droit de s'exprimer, mais aussi le droit d'exprimer ses opinions, même si ces opinions scandalisent et exaspèrent la majorité des Israéliens. »

Condamner l'occupation israélienne ne suffit pas

Par Amira Hass



DR

Européens, vos dénonciations sont perçues par Israël comme dénuées de caractère urgent. Ce que vous devez faire, c'est appliquer des sanctions douloureuses. Aux Pays-Bas, à la Belgique et à la France : il ne suffit pas de condamner uniquement par des mots la politique de destruction menée par Israël, qui détruit des infrastructures et des habitations financées avec l'argent de vos contribuables. C'est une bonne chose que vous soyez en colère, mais le tempo de l'accumulation de votre colère est de loin inférieur au rythme effréné et dangereux des bulldozers de l'Administration civile et des Forces de défense des colonies en Cisjordanie.

VOS condamnations sont perçues comme dénuées de caractère urgent. Vous devez entreprendre des actions réelles. Oui, des sanctions ouvertes et déclarées, qui emprunteront la voie d'une sévérité accrue. Des sanctions douloureuses. Ce peut être la dernière chance de faire bouger l'Israélien moyen, y compris les hommes d'affaires, les touristes, les juges, les universitaires, les fermiers et les consommateurs de football étranger de leur indifférence et de leur complaisance criminelle.

Cessez de vous effrayer du chantage affectif israélien. Israël met en jeu le souvenir de nos familles assassinées en Europe afin d'accélérer l'expulsion des Palestiniens de l'ensemble du territoire cisjordanien et de les déporter dans les enclaves de l'Autorité palestinienne. Telle est l'intention qui sous-tend toutes les démolitions et confiscations ainsi que les interdictions de bâtir, d'élever du bétail et d'irriguer les champs. Tous ceux qui planifient et appliquent cette lente politique d'expulsion pensent déjà à la grande expulsion, cette fois vers la Jordanie. Et que ferez-vous alors ? Vous publierez des condamnations tout en envoyant des réservoirs d'eau et des tentes aux personnes qui auront été expulsées ?

Le 24 août, le **ministre belge** des Affaires étrangères, Didier Reynders, et le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo, publiaient une condamnation officielle de la confiscation des caravanes devant servir de classes pour les quatre premières années primaires dans le village palestinien de Jubbet Adh-Dhib, ainsi que la confiscation des panneaux solaires destinés à l'école du camp de Bédouins d'Abu Nuwwar. Les Belges faisaient remarquer qu'ils étaient de ceux qui avaient financé ces équipements. « [La Belgique] continuera à travailler avec ses

partenaires, comme par le passé, afin de demander aux autorités israéliennes de mettre un terme à ces démolitions », peut-on lire dans la déclaration du ministre des Affaires étrangères.

L'un de ces partenaires n'est autre que les **Pays-Bas**, dont le Parlement a consacré pas mal de temps à discuter des démolitions commises par les Israéliens, plus de temps, quoi qu'il en soit, que n'en a consacré la Knesset. Voici ce que les ministres du cabinet hollandais ont rapporté le mois dernier aux parlementaires hollandais à propos de la confiscation des panneaux solaires de Jubbet Adh-Dhib en juin : « *Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a promis par courrier de restituer les panneaux solaires aux Pays-Bas.* » Le cabinet du Premier ministre n'a ni confirmé ni dénié ce rapport.

Après la confiscation, le village a été condamné à ne recevoir que deux heures d'électricité par jour, produite par un générateur. Ces vingt dernières années, le village a soumis au moins quatre requêtes à l'Administration civile pour être raccordé au réseau d'électricité et toutes ces requêtes ont été rejetées. L'expérience enseigne qu'Israël ne donne pas de permis – ou si peu – de construction dans la Zone C (qui couvre environ 60 pour 100 de la Cisjordanie). La tentative des Hollandais pour recevoir un permis de l'Administration civile pour un seul projet – un cas test, donc – n'a pas abouti à des résultats positifs. En tant que force occupante, Israël n'a pas le droit de détruire ou de confisquer des propriétés, excepté par nécessité de temps de guerre.

La France elle aussi a annoncé fièrement qu'elle était une partenaire dans la construction humanitaire en Zone C et à Abu Nuwwar. La France a elle aussi condamné les récentes démolitions et a demandé qu'on lui renvoie les équipements confisqués. En six mois, Israël a détruit 259 structures palestiniennes en

Cisjordanie et à Jérusalem-Est, explique la condamnation émise par la France. Au cours de la même période, le gouvernement israélien a approuvé la construction de plus de 10 000 unités de logement dans les colonies – trois fois plus que pour toute l'année précédente.

Ainsi donc, la destruction des communautés palestiniennes, l'évacuation de la famille Shamasneh de sa maison à Jérusalem et les plans du ministre de la Défense Avigdor Lieberman visant à démolir Sussia et Khan al-Akhtar représentent l'autre face de la médaille de la construction de colonies.

Voilà comment Israël applique une expulsion graduelle. Sans sanctions, il peut prendre une profonde aspiration et sa foi dans sa capacité à appliquer le plan est solide. Qui donc sait mieux que vous, et que votre voisin allemand en particulier, à quoi mènent les plans d'expulsion limitée, et quelle disposition d'esprit criminel ils mettent en place dans une société qui planifie ce genre de chose ? (NDLR : souligné par nous).

Traduction : Jean Marie Flémal
« pour la Palestine »

Source: Haaretz, 8 septembre 2017, Haaretz.

Voir : <http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2017/09/14/amira-hass-condamner-occupation-israelienne-ne-suffit-pas/>

JACK RALITE

est décédé le 12 novembre 2017

Il était surtout connu pour être un infatigable animateur de l'univers culturel. C'était un homme d'une grande générosité, qui a passé la majeure partie de sa vie à créer du lien social en favorisant la création, tant au théâtre que dans la musique, les arts plastiques, et la danse.

Ayant été ministre, puis député, il était respecté par l'ensemble des représentants des différents partis politiques, qui appréciaient son indépendance d'esprit et ses initiatives dans les différents domaines de la culture.

Sa disparition laisse un grand vide et nous attriste profondément d'autant plus qu'il était l'un des parents du CVPR PO, qu'il avait encouragé dès sa création.

Nous adressons nos sincères condoléances à sa famille.

LA DANGEREUSE ALLIANCE ENTRE les Etats-Unis, Israël et l'Arabie saoudite

par Christophe AYAD

DANS sa chronique, le responsable du service International du « Monde », rappelle que les trois pays, qui ont en commun leur détestation du régime iranien, cherchent à réduire son emprise sur la région.

(...) Ce que l'on range communément sous l'appellation vague et trompeuse de « guerre entre les sunnites et les chiïtes » vient de se rallumer à toute allure, attisé par les Etats-Unis, dont le président, Donald Trump a sonné la curée en « décertifiant », mi-octobre, l'accord nucléaire conclu en juillet 2015 entre les grandes puissances (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine et Allemagne) et la République islamique d'Iran sur son programme nucléaire controversé.

(...) Récemment, un ministre saoudien déclarait que l'Arabie saoudite se considérait comme « en état de guerre » au Liban et attribuait directement à Téhéran le tir d'un missile intercepté au-dessus de Riyad, la capitale saoudienne, par les rebelles houthistes yéménites accusés d'être à la solde de l'Iran chiïte.

La détestation commune de l'Iran

Ce qui se dessine dans la recomposition actuelle du Proche-Orient est un axe inédit entre l'Arabie saoudite, Israël et les Etats-Unis, rassemblés par leur commune détestation du régime iranien et leur volonté de réduire son emprise sur la région.

L'Iran, par alliés interposés, tire en effet les ficelles en Syrie, au Liban, en Irak (un peu moins) et au Yémen (encore moins). Sa quête permanente d'armes de destruction massive (le nucléaire, actuellement gelé, et le balistique, en plein développement) vise à lui assurer une supériorité stratégique – Téhéran parle plutôt de parité – qu'Israël et l'Arabie saoudite ne peuvent accepter.



Le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson et le ministre des affaires étrangères saoudien Adel Ahmed Al-Jubeir, à Riyad, le 22 octobre. ALEX BRANDON / AP

Longtemps, Barack Obama a cherché à raisonner ses alliés saoudien et israélien, voire ignoré leurs inquiétudes. L'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, et l'ascension éclair d'un jeune prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, ont tout bouleversé. (...)

Israël doit trouver de nouveaux « amis »

Dans une région qui lui est hostile depuis sa naissance, en raison de l'absence d'un Etat palestinien, Israël est obligé de trouver des alliés ou du moins des puissances « amicales ». Longtemps, ce furent l'Iran du chah et la Turquie kémaliste, alliés des Etats-Unis et même pilier de l'OTAN pour ce qui est de la Turquie.

Les Arabes, a fortiori les Palestiniens, étaient les grands perdants de cette entente tacite. La révolution islamique de 1979 en Iran a tout changé : l'Iran de l'ayatollah Khomeyni s'est autoproclamé champion de la cause palestinienne – sans demander leur avis aux Palestiniens, bien sûr – ou plutôt du « front du refus » à Israël.

Puis la Turquie est devenue hostile sous la houlette de l'islamiste Recep Tayyip Erdogan, les deux pays rompant même leurs relations diplomatiques de 2010 à 2016. Les relations ont été restaurées, pas la confiance. Il faut donc, pour Israël, trouver de nouveaux « amis », l'Egypte et la Jordanie, qui ont signé des traités de paix, en restant au stade de la « paix froide » du fait de leurs opinions publiques très hostiles. En revanche, les puissances du Golfe se sont lentement rapprochées d'Israël, depuis la découverte, en 2002, de l'existence d'un programme nucléaire iranien avancé.

L'alliance des Etats-Unis, d'Israël et du Golfe, face à l'axe russo-irano-turc

Ce mouvement tectonique, longtemps lent et souterrain, s'est accéléré avec l'arrivée au pouvoir dans le Golfe d'une nouvelle génération pas embarrassée par les tabous de ses aînés. Mohammed Ben Salman, l'homme fort du royaume saoudien, et Mohammed Ben Zayed, celui des Emirats, ne s'encombrent pas de la « cause sacrée » palestinienne. C'est l'Iran qui les obsède, tout comme Israël, qui a bien compris que les Arabes étaient faciles à diviser – quand ils ne le font pas tout seuls comme dans l'actuelle crise du Qatar.

Aujourd'hui, il ne manque plus grand-chose pour que cette nouvelle alliance s'affiche au grand jour. L'alliance des Etats-Unis, d'Israël et du Golfe serait une combinaison sans précédent de puissance militaire et technologique, de capitaux financiers et de ressources énergétiques. En face, l'axe russo-irano-turc qui se dessine fait pâle figure : armées nombreuses mais technologies obsolètes, économies exsangues, intérêts stratégiques divergents. Mais cette comparaison vaut surtout sur le papier car, pour le moment, c'est bien cette coalition improbable – dans laquelle Ankara a un pied dedans et l'autre dehors – qui contrôle le terrain et ne cesse d'avancer.

De fait, ce qui manque le plus à l'alliance Etat-Unis - Israël - Arabie saoudite en gestation, c'est un minimum de flair politique et d'intelligence par rapport aux situations de terrain. Ces trois pays se sont chacun lancé dans des conflits ingagnables ces dernières années : les Etats-Unis en Irak (en 2003), l'Arabie saoudite au Yémen (depuis 2015), et Israël au Liban (en 1982 et en 2006) puis dans la bande de Gaza (2008, 2012 et 2014). **Lancer des guerres est facile, mais, passé les premières victoires, il faut savoir durer. Et c'est la principale qualité de l'Iran : savoir patienter et ne jamais dévier de son but.**

Voir : http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/11/09/la-dangereuse-alliance-entre-les-etats-unis-israel-et-l-arabie-saoudite_5212298_3232.html

Sur le même sujet, un excellent article « L'Arabie saoudite à la recherche d'alliés irakiens contre l'Iran » - Moqtada Al-Sadr en visite à Djeddah » sur: <http://orientxxi.info/magazine/l-arabie-saoudite-a-la-recherche-d-allies-irakiens-contre-l-iran,2017>

ISRAËL S'APPRÊTE À CONSTRUIRE 240 nouveaux logements à Jérusalem-Est

L E conseil municipal de Jérusalem a décidé, mercredi 4 novembre, de délivrer un permis de construire pour 240 logements dans les colonies illégales de Jérusalem-Est.

150 logements dans la colonie de Ramat Shlomo, au nord de Jérusalem-Est où résident environ 20 000 Israéliens, ultra-orthodoxes pour la plupart sur des terrains palestiniens illégalement confisqués en 1995.

90 logements dans la colonie de Gilo, au sud de Jérusalem, où résident 40 000 colons sur des terres confisquées aux Palestiniens de Beit Jala et de Beit Salafa

9 novembre 2017 - IMEMC News Bethlehem, Israeli Settlement, Jerusalem, News Report, West Bank

Traduction Dominique Vincent-Séraphin

Voir: <http://imemc.org/article/israel-to-build-240-new-colonialist-units-in-east-jerusalem/-1510198564117.jpg>

Sur un sujet voisin, « La politique israélienne de l'eau, des débuts du sionisme à aujourd'hui », par Jacques Fontaine dans « la pensée » <http://www.gabrielperi.fr/la-pens%C3%A9e-n%C2%B039-lieux-de-pouvoir.html> ou dans le cahier 22 de l'AFPS : <http://www.france-palestine.org/Cahier-de-l-AFPS-no22-L-eau-enjeu-du-conflit-israelo-palestinien-reedition-2016>

DES CAMÉRAS POUR SURVEILLER LES PALESTINIENS à la mosquée al Aqsa tandis que les provocations systématiques des colons et de la police continuent

Le directeur de l'Académie al Aqsa pour la science et le patrimoine, le scheik Najeh Bkeerat a affirmé selon *Days of Palestine* que la police d'occupation israélienne était en train d'installer des caméras afin de surveiller tant l'intérieur que l'extérieur de la mosquée al-Aqsa et de restreindre les mouvements de Jérusalémites dans la Vieille Ville.

L E ministre de l'Intérieur israélien, Gilad Erdan a, pour sa part, déclaré qu'il préparait un plan de sécurité afin de prévenir les « *attaques palestiniennes* » dans la Vieille Ville de Jérusalem occupée. Des informateurs disent que le plan inclut le renforcement de la barrière de sécurité de la porte de Damas et l'installation de points d'inspection similaires aux check-points militaires dans la Vieille Ville.

Selon Najeh Bkeerat : « *il est clair que les occupants ont établi ce plan après la défaite de la police israélienne et du Premier Ministre Netanyahu dans la bataille d'al Aqsa* », il faisait référence à la décision israélienne, en juillet dernier, de retirer les détecteurs électroniques qui avaient été installés aux portes du lieu saint, détecteurs qui avaient suscité de nombreuses protestations. Il a ajouté que l'occupation israélienne avait commencé la mise en place de son plan après avoir expulsé des Jérusalémites de la Vieille Ville et avoir resserré son emprise sur la zone en installant des barrières militaires et des points d'inspection..Il a décrit ce mou-

vement comme « *une dangereuse attaque israélienne* » qui sert d'introduction à des mesures pires. Il a noté que cela constituait « *l'annonce d'une guerre contre la mosquée al-Aqsa avec pour objectif le partage de l'Esplanade et l'expulsion des Jérusalémites de la Vieille Ville et du lieu sacré* ».

Depuis le 6 novembre, de bonne heure, un état de tension palpable prévaut sur les cours de la mosquée al-Aqsa, depuis qu'un agent de la police israélienne a insulté Allah près du Centre des manuscrits de la mosquée. Ceci s'est passé en même temps que l'intrusion de dizaines de colons extrémistes israéliens, entrés par la porte des Maghrébins, à l'intérieur des cours de la mosquée.

Le représentant chargé des relations publiques et du département média de la fondation islamique, Firas Aldebs, a déclaré, selon l'agence palestinienne de médias Al Ray, que 49 colons extrémistes ont fait irruption ce matin et ont arpenté de façon provocante les cours d'al Aqsa. Il a souligné que un des colons s'est allongé sur le sol afin d'accomplir les rites talmudiques près de la

porte de Rahma, à l'est de la mosquée. Firas Aldebs a aussi indiqué que pendant cette opération les colons ont reçu des explications sur le soi-disant temple, et remarqué qu'ils avaient rencontré les gardes de al Aqsa. Cet officiel a ajouté que des fidèles musulmans et des étudiants ont défendu la mosquée par des chants et le Takbir (ndt formule de magnification d'Allah).

Dans le même contexte, environ 15 membres des services de renseignements ont fait irruption dans la mosquée al Aqsa et ont inspecté ses chapelles.

La police d'occupation israélienne, postée aux portes de l'enceinte de la mosquée al Aqsa, continue d'imposer des mesures strictes à l'entrée des fidèles musulmans de la mosquée violant le droit à la liberté de religion.

Il est important de noter que la mosquée al Aqsa subit, quotidiennement, de telles intrusions, durant lesquelles des colons pratiquent les rites talmudiques afin de dé-consacrer la mosquée. **Israël cherche à travers de tels raids à accomplir la division temporelle et spatiale de la mosquée et à judaïser la ville palestinienne occupée de Jérusalem.** (NDLR : souligné par nous)

7 novembre 2017 - IMEMC News & Agencies Holy sites, Internal Unrest, Jerusalem, News Report

Traduction : Dominique Vincent-Séraphin

<http://imemc.org/article/cameras-to-monitor-palestinians-at-al-aqsa-mosque-as-settlers-and-police-continue-systematic-provocations/>

NOTE : "La réponse de F.X. Lauch, directeur de Cabinet du Président de la République est à relever. Pour la première fois, l'Elysée mentionne "l'OCCUPATION et la colonisation des territoires palestiniens par Israël" - ce que n'avait précisé, ni les réponses reçues de Nicolas Sarkozy, ni celles de François Hollande.

MAURICE BUTTIN
Avocat honoraire

54, rue des entrepreneurs 75015 PARIS
tél/fax 01 45 33 15 66

*Le Chef de Cabinet
du Président de la République*

Le 15 septembre 2017

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Monsieur Maurice BUTTIN
Avocat honoraire
54 RUE DES ENTREPRENEURS
75015 PARIS

Paris, le 29 SEP. 2017

Objet : PALESTINE

Monsieur le Président,

Militant pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien depuis juin 1967, au GRAPP, créé par Maxime Rodinson ; co président, fondateur, de l'Association France-Palestine (AFP), créée en 1979 ; président du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) depuis 2006 ; et membre du Parti Socialiste depuis juin 1971,

je suis particulièrement inquiet des positions que vous semblez avoir pris à l'égard de ce qui est appelé, à tort, le « conflit israélo-palestinien », qui n'est que la résistance des femmes et des hommes d'un Etat - même si non encore reconnu par notre pays -, la Palestine, occupé depuis juin 1967 par son voisin, Israël.

Notre association publie un journal trimestriel, le « *Courrier du CVPR* ». (Il se veut une « petite copie » du *Courrier international*, consacré essentiellement à la Palestine).

Notre prochain numéro, fin septembre, (N°66), publiera en éditorial, une « lettre ouverte » vous concernant. J'ai tenu auparavant, bien évidemment à vous en faire tenir directement la copie ci-jointe, en vous signalant que je vous ai écrit - sans recevoir de réponse - dès votre élection, adressant mon courrier à votre ancien P.C. 99 rue de l'Abbé Groult 75015.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

P.S. : Le N° 66 vous sera adressé dès sa sortie pour information.

Référence à rappeler
PDR/SCP/BEAR/A081751

Maître,

Le Président de la République a bien reçu votre correspondance.

Attentif à votre démarche, le Chef de l'Etat m'a confié le soin de vous assurer qu'il a été pris connaissance de vos préoccupations concernant l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens par Israël.

Monsieur Emmanuel MACRON, soyez-en certain, est très attaché à la solution de deux Etats et au maintien du *statu quo* sur les lieux saints de Jérusalem.

La France, amie d'Israël et de la Palestine, condamne avec fermeté l'implantation illégale de colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, obstacle majeur à la reprise du processus de paix, pour lequel le Président de la République, est, comme vous le soulignez, déterminé à recréer un horizon politique crédible avec ses partenaires.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François-Xavier LAUCH

LE COURRIER DES LECTEURS

J'ai lu, comme chaque fois, avec intérêt votre bulletin que je trouve excellent et utile.

Il faut absolument poursuivre et une version papier me semble indispensable. J'ai été touchée par l'article que vous avez consacré à Stéphane dans votre supplément.

Longue vie à CVPR PO !

Christiane Hessel - Paris

Il est triste de constater que depuis les accords d'Oslo qui avaient créé l'espoir de voir proclamé à brève échéance un Etat palestinien reconnu et garanti dans ses frontières, Israël n'a cessé de grignoter le territoire de cet Etat avec la complicité des puissances occidentales garantes de cette injustice!... Il nous faut crier haut et fort que le sionisme, qui est à l'instar du nazisme une idéologie raciste et sectaire, développée à la gloire d'un peuple prétendument "élu", n'a aucun droit d'aucune nature sur la Palestine qui est la patrie historique des Palestiniens ! Et cela, depuis les temps bibliques...

Jérusalem, Hébron, Jéricho, etc. existaient depuis quelque millénaire avant que n'apparût Israël dans l'histoire.

Mokhtar Sakhri - Paris

Vous êtes bien courageux pour continuer votre lutte pour la Palestine. Merci pour la lettre écrite pour Mr. Macron.

En effet il ne voit pas de différence entre antisémite et sioniste.

Moi je suis bien triste de devoir mourir avant de voir la Paix juste dans notre pays.

Bonne chance, j'envoie ton mail à tous mes amis francophone

Diana Safieh - Jérusalem

"Merci pour cet opus, d'une grande richesse et qui couvre l'ensemble des champs qui mobilisent notre engagement pour les droits du peuple palestinien et pour l'avènement de la justice en Palestine-Israël.

Il est néanmoins regrettable que la seule voix palestinienne soit celle de notre ami Ziad Medoukh de Gaza (et Ali Abunimah) dans ces nombreuses pages qui présentent largement les discours, analyses et témoignages de Français et d'Israéliens juifs, jour-

nalistes ou militants. La parole des Palestiniens de Palestine occupée ou d'Israël manque, quelle que soit la qualité des autres articles. Pour le prochain numéro ?

Claude Léostic,
*présidente de la Plateforme des
ONG françaises pour la Palestine.*

Merci pour l'excellent bulletin N°66 du CVPR et pour ton édito sous forme de lettre ouverte au Président de la République.

Je te félicite pour cette attitude si courageuse et digne.

Anis Balafrej - Rabat

Le "*Courrier du CVPR*" et le numéro spécial sont arrivés à la fois par courrier postal et par courriel. J'en suis très reconnaissant. Cela me permet de lire comme un "*petit vieux*" dépendant du papier, et aussi de diffuser la publication auprès de telle ou telle personnes choisies dans mon réseau dans l'espoir de leur abonnement ! (...) J'apprécie tout ce qui est dit à l'égard des propos et du comportement de notre Président de la République, ainsi que tout le dossier

BDS. Bravo pour la partie bibliographique qui sait être attrayante et aussi rigoureuse.

Gilbert Charbonnier - Avignon

Je viens d'achever de lire, de la première à la dernière ligne, le dernier Bulletin du Comité reçu ce jour par la poste.

Je ne veux pas manquer de te manifester dans l'instant tout le plaisir que j'ai éprouvé à le parcourir.

Ton édito, d'abord, qui sonne juste et fort. Et ensuite, les saisissantes contributions de Schlomo Sand et de Michel Warschawski. De même, l'article militant de Claire Vérilhac, plus le reste. A mes yeux, ce travail - votre travail - est exemplaire.

Je veux te rendre personnellement hommage, ainsi qu'à Pierre Lafrance. Vous êtes de si forts témoins...hélas forcés à se faire procureurs face au foutriquet Macron malade de sa macronite. Pauvres de nous !

Christian Graeff - Aix-en-Provence

Courrier des lecteurs pour N° 66
Depuis que je lis le Courrier du CVPR, j'apprends beaucoup et surtout je retrouve une analyse cohérente qui confirme notre pratique, pour mieux comprendre les enjeux du conflit Israël-Palestine qui repose pour l'essentiel sur la colonisation accélérée par Israël sur la Palestine et le Peuple palestinien, depuis l'assassinat du Général Rabin et la direction du Gouvernement par Mr Sharon. Ainsi donc le Numéro 66 de l'Edito de Maurice Buttin sur antisémitisme et antisionisme montre clairement que l'antisionisme n'est pas du racisme, mais une lutte contre le sionisme, qui a de toujours lutté contre l'établissement de deux Etats et la possibilité pour

deux peuples de vivre côte à côte et construire ainsi une paix durable dans la justice et le respect des résolutions des Nations Unies. Des militants juifs tel que Shlomo Sand et d'autres amis juifs comme Michel Warschawsky qui apportent leurs connaissances historiques et expérience pour réfuter les dires du Président Macron et plus récemment ceux de notre Premier ministre, les deux affirmant *"la banalisation de l'antisémitisme et sa forme réinventée (...)"* qu'est l'antisionisme". On trouve aussi dans ce numéro 66 le courage de Breaking the silence par les vétérans de l'armée israéliens, qui savent de quoi ils parlent. Amira Haas, avec sa passion connue pour la justice, dénonce la saisie et la destruction des salles de classes mobiles ajoutant ainsi un quatrième raid destructeur par l'armée israélienne sur des villages de la Palestine. L'éducation et le savoir sont-ils donc pour cette armée le danger premier ? Il est bon aussi de rappeler comme le fait bien l'AFPS pour la campagne BDS qu'elle n'est pas illégale en France et en Europe. A Mulhouse 12 personnes attendent les décisions de la CEDH (Cour Européenne des Droits de l'Homme). Oui ce numéro, comme ceux du passé, ceux à venir, sont une contribution éclairée à la lutte pour la paix et

au soutien de celles et tous ceux qui continuent vaillamment en Israël, en Palestine, au Moyen Orient et ici, d'être des acteurs de Paix dans la justice.

Ménotti Bottazzi - Membre actif du Groupe Solidarité Paix au Moyen Orient dans le Haut Rhin

Félicitations à vous et à vos collaborateurs pour votre ténacité dans ce combat pour une Paix Réelle au M-O qui ne peut s'établir qu'avec la justice et de droit pour les palestiniens. 20 ans! Inlassablement vous dénoncez toutes les turpitudes des occidentaux et de leurs amis arabes qui entravent la recherche d'une solution juste et durable. Le n° spécial éclaire sur les espoirs et les désenchantements successifs. L'occupation humilie, mutile, étouffe la vie de l'occupé. Comment vivre une vie "normale" sous la botte de l'occupant?

Marie-Jeanne Manuellan - Paris

Toutes mes félicitations pour votre fidèle obstination à rappeler le réel de certaines situations inacceptables ! Et l'Europe, qu'en pense-t-elle de cette "radicalisation décomplexée" et que fait-elle ?

Nicole Girardot - Lyon

ET LE RÔLE DE L'ALLEMAGNE NAZIE ?

J'approuve pleinement le contenu du n° 66 qui dénonce dans le discours de Macron, à propos de la rafle du vel d'hiv, l'assimilation scandaleuse entre anti-sionisme et antisémitisme. Je voudrais ajouter un autre point très inquiétant de son discours. *"C'est bien la France qui a organisé la rafle puis la déportation"*. Il faut saluer le discours de Chirac qui a eu le mérite de reconnaître la complicité de la France dans le génocide des juifs. Macron étend le rôle de la France à la déportation. Il efface le rôle de l'Allemagne Nazie ! C'est historiquement faux. La rafle a été effectuée par la police française à la demande expresse du responsable Nazi Dannecker. Il rencontre Laval, chef du gouvernement français, et exige cette rafle à Paris. Laval accepte et promet environ 30.000 juifs, essentiellement étrangers. Mais il y met une condition encore plus ignoble, résumée dans un télégramme de Dannecker *"les enfants aussi"*. Les Nazis acceptent d'emmener aussi les enfants. Laval a fait du tort à sa cause : si la déportation des adultes juifs étrangers ne troublait pas trop les Français, celle des enfants a touché un point sensible. Ces enfants déportés ont contribué à faire basculer l'opinion de la majorité contre le régime de Vichy.

La préfecture de police a mobilisé 9000 hommes. Une telle mobilisation ne pouvait rester secrète, la nouvelle a filtré. La rumeur de la rafle a circulé. La Résistance a distribué des tracts. Georges Charpak, futur prix Nobel de physique a été informé par un camarade fils de policier. Il a eu du mal à convaincre ses parents de fuir vers la zone sud, et beaucoup de ses voisins sont restés, surtout les plus pauvres qui ne savaient pas où aller. A l'époque on ignorait qu'il s'agissait d'extermination. Certains croyaient qu'ils resteraient dans un camp en France. Tout de même la moitié des habitants

juifs du quartier du sentier se sont sauvés. La rafle fut un demi-échec.

Qui a organisé la déportation ? L'Allemagne contrôlait directement le camp de regroupement de Drancy, près de Paris, et bien sûr les trains de déportation. Pourquoi Macron nie-t-il cela ? Simple ignorance ? Il y a cependant une coïncidence troublante. A ses côtés se trouvait Nethanyahu, qui n'aurait jamais dû être invité. Le dit Netanyahou a, devant le 37ème congrès sioniste, déclaré en octobre 2015 : "Hitler ne voulait pas exterminer les juifs, seulement les expulser. C'est le mufti de Jérusalem qui a soufflé à Hitler l'idée d'exterminer les juifs plutôt que de les chasser d'Allemagne. *"Si vous les expulsez, ils viendront tous ici [en Palestine]"*. *"C'est évidemment absurde, Hitler voulait faire de l'Europe une zone sans juif, "Judenfrei"*. Il n'avait certainement pas l'intention d'amener aimablement 15 millions de juifs en Palestine. Cependant l'extrême droite sioniste, tel Menahem Begin ancien premier ministre d'Israël, a négocié avec les Nazis le transport des juifs en Palestine. (...) Une certaine logique apparaît donc dans ce fatras d'absurdités : ce ne seraient pas les Nazis qui furent responsables du génocide des juifs, ce serait un Palestinien, le mufti, donc, le gouvernement israélien aurait bien raison de punir aujourd'hui les Palestiniens pour ce crime contre l'Humanité commis par des Allemands ! (...)

Il y avait encore d'autres "perles" dans le discours de Macron, il a dit : *"des 13.152 personnes de confession juive arrachées les 16 et 17 juillet 1942..."*. Désolé, il s'agissait de personnes d'origine juive, certaines de confession juive, d'autres athées, agnostiques, convertis à une autre religion,.... mais de nos jours il faut tout ramener à la religion, selon notre jésuitique président.

Olivier Pene - Paris

CVPR-PO: Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch
Président d'Honneur
Professeur Jacques Milliez.
Président : **Me Maurice Buttin.**
Vices Présidents :
Francis Blanchet, Pierre Lafrance
Secrétaire générale :
Hasna Abid.
Trésorier :
Henri Marchal
Directeur de la publication :
Maurice Buttin
Rédacteur en chef :
Francis Blanchet
Secrétariat :
54, rue des Entrepreneurs, 75015 PARIS
CCP 41 675 48 J La Source.
Courriel : maurice.buttin@orange.fr

TON NOM DE PALESTINE



Olivia ELIAS

Lutte et luth

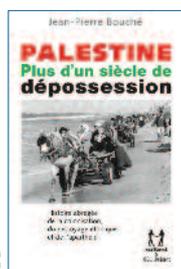
Se trompe qui croyait le sujet épuisé. Se trompe qui croyait éculée l'évocation des amandiers, des cyprès, des chemins

de l'exil et de l'obstination d'un peuple qui – refusant d'oublier maison/village/pays et d'accepter son effacement – affirme, bien au contraire son appartenance pleine et entière au monde.

Se trompe qui croyait qu'un-e poète palestinien-ne, née à Haïfa ou ailleurs au pays de la beauté, pourrait détourner ses mots de son berceau sans se renier. Se trompe qui croyait relégués aux oubliettes de l'histoire, les beaux jours de la poésie qui s'engage pour une cause mais fuit les mots d'ordre, selon la formule de Françoise Ascal à propos d'Abdellatif Laâbi. Se trompe qui croyait que la poésie de la lutte ne rimait plus avec le luth de la poésie !

Parmi les poètes palestiniens contemporains, Olivia Elias, occupe une place privilégiée, une place à part, puisqu'elle est l'une des rares sinon l'unique, dont la langue d'expression est le français (je me réfère ici à l'ouvrage paru aux éditions Le Taillis Pré, en 2008). Elle se distingue aussi dans le paysage littéraire de son pays en dotant de tonalités féminines et attachantes - tel *un frisson d'émotion enveloppant toute chose* - la poésie qui se veut « *témoin* » de son temps.

PALESTINE / PLUS D'UN SIÈCLE DE



DÉPOSSESSION

Jean-Pierre BOUCHÉ, 2016

Elle est surtout mal connue des jeunes qui ne reçoivent rien de solide à l'école. L'information ne manque pas, surtout en arabe et en anglais, mais ceci ne remplace pas l'utilité d'informer de cette histoire de manière très accessible, même sous une forme nécessairement abrégée. Aussi, après une petite brochure artisanale diffusée de 2005 à 2013, voici un récit augmenté. (...) La rédaction de cette brochure a été guidée par le souci de choisir les événements essentiels et d'en présenter les motifs. Elle ne fait par conséquent aucun empreint au discours sio-

niste, connu sous le nom de hasbara, qui n'a qu'un but apologétique et cherche avant tout à justifier ce que le colonialisme israélien a d'injustifiable. (Jean-Pierre Bouché, avril 2016)

Source : <http://www.ujfp.org/spip.php?article5690&lang=fr>

LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE :



DES ARMES À LA NON-VIOLENCE,

Bernard RAVENEL, 2017

Dans sa lutte désormais centenaire, le peuple palestinien,

colonisé par le mouvement sioniste, a traversé plusieurs périodes correspondant à des contextes géopolitiques très différents. Confronté à un ennemi puissant soutenu par les principales puissances impériales du XX^e siècle, le mouvement national palestinien a cru un moment nécessaire et possible d'obtenir la libération par une lutte armée de longue durée. Il a perdu ce pari et, tirant les leçons de ses échecs, il s'est engagé dans une résistance populaire non-violente qui a fait l'admiration des peuples du monde dominé et ouvert la voie au "Printemps arabe".

Source : <http://www.france-palestine.org/Sortie-de-La-resistance-palestinienne-des-armes-a-la-non-violence>

DESTINATION PARIS



Patrick GÉRAULT, 2017

Patrick Gérault apporte des mots évocateurs de sentiments et d'images où tout un chacun voit resurgir ses réminiscences. « *Moineau babille / ... Nicheur d'art*

rare ». Il magnifie Paris et nous entraîne dans les recoins de ses souvenirs « *Les yeux des amoureux changent/Avec les reflets lumineux des bars* », de SA ville si particulière et tant diverse « *Dans les rues.../les gares/ Elle court derrière le temps* ». Cet amour courtois entre lui et elle, fait d'instant privilégiés se révèlent

à la lecture. « *Un petit café/.../ Réchauffe le zinc* ». Les illustrations de Pascal Olive donnent corps aux images intimes de cet amour commun. De la Butte aux Cailles au Village Suisse, de la Coupole au Parc Monceau, de Belleville au cœur de Paris, il donne l'éclairage qui valorise ces lieux jusqu'à la munificence « *La baguette se marie avec le bouquet de fleurs* ».

Source : <http://untempsdepoete.over-blog.com/2017/05/destination-paris-patrick-gerault.html>

CHRÉTIENS DE GAZA



Christophe OBERLIN
Edit. Erick Bonnier, 2017

"Chrétien" et "Gaza", deux mots a priori inconciliables, une association vide de sens. Par contre on

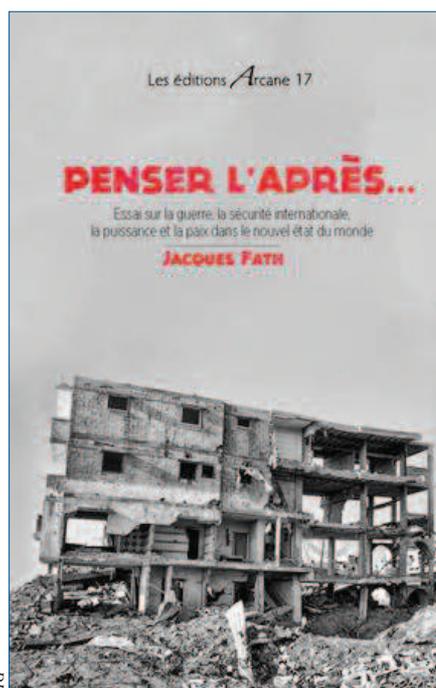
connait les chrétiens d'Orient. On en parle pour immédiatement se désoler de leur disparition. Un thème récurrent dans les grands médias, en alternance avec celui de la "menace islamiste". D'ailleurs combien sont-ils ces chrétiens ? Comme si un chiffre suffisait à disqualifier le sujet, le condamner à l'insignifiance.

"Gaza" c'est en outre la concrétisation du "péril islamiste", puisque ce minuscule territoire est administré depuis plus de dix ans par un parti à référence musulmane. Un territoire "où il ne s'est rien passé d'intéressant depuis les croisades". Une bande de terre où la Sainte famille n'aurait fait que passer, en fuite vers l'Égypte, et "où aucun personnage de la Bible n'est né". Une démographie galopante, avec peut-être quelques chrétiens qui survivent dans l'océan musulman en priant en secret dans des caves, comme aux premiers temps ? En attendant "l'exil, la conversion forcée ou la mort".

Vous l'avez compris, il ne s'agit pas là du fil de ce livre. Si la Palestine, et la bande de Gaza en particulier, constituent malheureusement la ligne de front dans le conflit ouvert entre l'Occident et le monde arabe et musulman, les chrétiens de Gaza nous racontent une autre histoire. Issus des premiers chrétiens persécutés par Rome, majoritaires puis minoritaires, des leçons sont à prendre sur un thème bien hexagonal : celui de l'harmonie interreligieuse dans un pays, le nôtre, qui se laisse parfois séduire par une laïcité mal comprise.

Silencieux ambassadeurs de terrain du dialogue interconfessionnel ; ne peut-on imaginer une pédagogie de la part de ceux qui, chrétiens, vivent en terre d'islam, l'affirment sans amertume ni envie ? Une sorte d'enseignement par la base, qui s'appuierait sur l'expérience de quatorze siècles de vie commune.

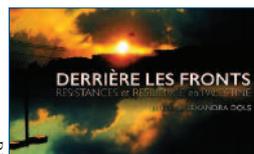
PENSER L'APRES...


ESSAI SUR LA GUERRE, LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE, LA PUISSANCE ET LA PAIX DANS LE NOUVEL ÉTAT DU MONDE
Jacques FATH

Les enjeux de la sécurité internationale et la guerre elle-même n'ont plus grand-chose à voir avec ce qui caractérisa le XXe siècle et ses deux grands conflits mondiaux. La violence et la conflictualité sont maintenant d'abord le fruit des crises issues d'un type de développement et des dominations dont on mesure quotidiennement la brutalité pour les êtres humains et pour les sociétés. Les réponses sécuritaires et militaires, les logiques de force et les stratégies de puissance conduisent à des impasses politiques majeures, à des situations de chaos.

Ce livre est une invitation à réfléchir sur le monde, sur la guerre, les conflits, les résistances sociales et politiques, sur les stratégies à l'œuvre et leurs impasses. Un autre ordre international est à construire dans l'exigence de la responsabilité collective, du multilatéralisme, du désarmement et de la sécurité humaine.

DERRIÈRE LES FRONTS :


Alexandra DOLS, 2017

Quels types de pathologies fabrique l'occupation ? En quoi la psychologie permet-elle d'éclairer les comportements collectifs ? Guidé par la psychothérapeute palestinienne Samah Jabr, dont la présence, la pensée, le discours, structurent le film de bout en bout, Derrière les fronts... revitalise, en posant ces questions, le genre usé jusqu'à la corde de la chronique de l'occupation de la Palestine. Autour de cette femme, toute une galaxie de personnages – religieux orthodoxe, prof d'université, ex-membre du FPLP passée par la prison, militante lesbienne, mère de famille... – intervient, dont les récits réactivent la puissance d'images qui, à force d'avoir été répétées depuis que dure l'occupation israélienne, avaient fini par devenir des clichés : les bouchons aux check-points, les flots d'hommes et de femmes qui s'y pressent comme du bétail dans des dédales de grilles, les manifestations de rues, les corps ensanglantés...

Source : http://www.lemonde.fr/cinema/article/2017/11/08/derriere-les-fronts-une-plongee-dans-la-psyche-des-palestiniens_5211754_3476.html

GHOST HUNTING



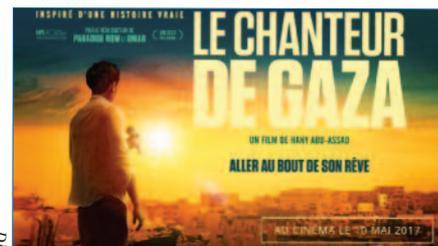
DR

Raed ANDONI, 2017

Pour affronter les fantômes qui le hantent, le réalisateur palestinien Raed Andoni rassemble un groupe d'ex-prisonniers pour recréer Al-Moscobiya, principal centre d'interrogatoire d'Israël, où il a été emprisonné à l'âge de 18 ans. Au départ d'une mémoire fragmentée, jour après jour, ils recréent le centre d'interrogatoires dont ils ont fait autrefois l'expérience, reconstituant ainsi l'histoire de ce centre. Au fur et à mesure que les parois des cellules s'élèvent et que la reconstitution s'élabore, les langues se délient et les émotions se relâchent.

Source : http://www.film-documentaire.fr/4D ACTION/w_fiche_film/48787_0

LE CHANTEUR DE GAZA


Hany ABU-ASSAD, 2017

Élevé dans un camp de réfugiés à Gaza, le jeune Mohammed Assaf est passionné par le charme de la musique depuis son enfance lorsqu'il chantait déjà dans les mariages ou autres réceptions privées. Mais aujourd'hui âgé de vingt-cinq ans, le jeune homme ambitieux souhaite plus que tout réussir à concrétiser son plus grand rêve : devenir un grand chanteur. Aussi décide-t-il de voyager de la bande de Gaza jusqu'en Égypte afin de participer à l'émission télévisée « Arab Idol ». Sans passeport, il parvient à passer la frontière au cours d'un dangereux périple et à atteindre l'hôtel où se déroulent les auditions...

Source : <http://www.telerama.fr/cinema/films/le-chanteur-de-gaza,510057.php>

INCH'ALLAH



DR

Anaïs BARBEAU-LAVALETTE, 2013

Dans un camp de réfugiés palestiniens en Cisjordanie, Chloé, jeune sage femme québécoise accompagne les femmes enceintes.

Entre les check points et le mur de séparation, Chloé rencontre la guerre et ceux qui la portent de chaque côté : Rand, une patiente avec qui elle va rapidement se lier d'amitié et Ava, jeune militaire, voisine de palier en Israël. A leur contact, Chloé va progressivement remettre ses repères en question. Certains voyages font voler en éclats toutes certitudes. Pour Chloé, Inch'Allah est de ces voyages-là.

Source : http://www.allocine.fr/film/fiche-film_gen_cfilm=199750.html

Le CVPR PO a besoin de votre soutien financier. Les adhésions (15 euros pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notre action. Les dons sont évidemment les bienvenus.

Dons ou adhésions par chèque à l'ordre du CVPR PO à adresser à Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs - 75015 Paris